
LONDRES – Réunion gouvernementale de haut niveau
Lundi 23 juin 2014 – 10h00 à 19h00
ICANN – Londres, Angleterre

ED VAIZEY :

(...) De prendre place afin qu'on puisse commencer notre réunion, merci. Messieurs Dames, ceux qui n'ont pas encore d'écouteurs, allez au fond de la salle pour vous procurer des écouteurs, si vous allez avoir besoin de traduction dans d'autres langues. Assurez-vous d'avoir vos écouteurs pour écouter la traduction simultanée. On vous prie de bien vouloir prendre place.

Bonjour à tous, je suis Ed Vaizey, je suis Secrétaire d'Etat pour la Culture, les Communications et l'Industrie Créative du Royaume-Uni. J'aimerais commencer la session malgré le bruit de fond, vous savez que jamais les choses se passent comme on les prévoit mais je vais faire en sorte que l'on puisse commencer à travailler maintenant.

C'est la deuxième réunion de haut niveau tenue par l'ICANN et je suis extrêmement content de pouvoir la présider, à côté de Heather Dryden, Vice-Présidente de cette réunion, et Présidente aussi du Conseil Gouvernemental Consultatif, le GAC.

C'est un grand plaisir de voir les représentants de gouvernements de nombreux pays du monde ici présents. Nous sommes honorés de votre présence qui nous montre le soutien dont bénéficie l'ICANN et le processus convoqué par l'ICANN. Cela nous montre la portée mondiale

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

de l'ICANN et l'importance des gouvernements à la contribution du travail fait pour la coordination du système de noms de domaines, afin de répondre d'intérêts de nos citoyens, les intérêts de notre communauté.

Sans l'ICANN et l'aide du GAC, on ne pourrait pas parvenir à un développement adéquat des économies locales, c'est pour cela qu'il y a des statistiques très intéressantes. On a ici 175 représentants de 76 gouvernements et territoires, dont 11 ne sont pas actuellement membres du GAC, nous avons 11 représentants d'organisations intergouvernementales qui sont ici à titre d'observateurs et je voulais vous dire aussi que cette réunion de haut niveau se tient au sein de l'ICANN parce qu'il est très important que l'on puisse comprendre les gouvernements et que les autres membres de la communauté comprennent quelle pourrait être leur contribution. On veut que les gouvernements en sachent plus par rapport à l'ICANN et que l'ICANN en sache plus par rapport aux gouvernements. Il est important donc, que ces délibérations, ces échanges, aient lieu dans un moment clé de la gouvernance de l'internet.

Le travail de l'ICANN est sous la loupe et nous sommes en train de travailler vers une révision finale de l'assemblée générale des Nations Unies sur les résultats du sommet mondial de la société de l'internet, la SMSI, il y a 10 ans, on s'était mis d'accord sur les principes préliminaires par rapport à la décision de transférer la supervision des fonctions IANA et nous suivons ici le rôle des gouvernements dans le modèle de l'ICANN, nous aimerions avoir la possibilité de parler de ce qui va se passer après la conférence Net Mondial et quelle sera la contribution des gouvernements à ce processus.

Cet après-midi on va écouter les recommandations du panel de haut niveau sur la coopération et les mécanismes de gouvernance de l'internet, présidé par le Président de l'Estonie. Nous avons un ordre du jour vraiment très chargé pour la journée d'aujourd'hui, qui aboutira à un rapport.

Je vais maintenant donner la parole à Heather Dryden, qui va nous présenter le GAC et la fonction du GAC.

HEATHER DRYDEN :

Merci Monsieur le Ministre Vaizey, bonjour à tous, il est extrêmement important de reconnaître le rôle que joue le comité consultatif gouvernemental au sein de l'ICANN. Le GAC, on le nomme ainsi, est fondamental pour le succès de l'ICANN et a eu de nombreuses réalisations au fil des années, même si notre travail peut être dur à certains moments, j'espère qu'on va pouvoir reconnaître que l'approche multipartite est une approche qui arrive à des résultats.

Je ne veux pas assombrir les réalisations du GAC et les améliorations qui ont pu être réalisées. Le GAC est un élément essentiel pour l'avenir de l'ICANN, et je considère que ce comité est le canal principal à travers lequel les gouvernements peuvent présenter leurs points de vue collectifs sur des questions liées au mandat de l'ICANN.

Nous aurons une session où nous parlerons plus en détail de ces questions et on aura l'occasion d'avoir un échange.

Au nom du GAC, et au nom des Vice-Présidents du GAC qui participent à la réunion, les représentants de l'Australie, de la Suisse et de Trinité et Tobago, je vous souhaite une excellente journée de travail dans laquelle on pourra aborder un grand nombre de sujets.

Une grande partie de ce que l'on voit aujourd'hui, on ne s'y attendait pas il y a 45 années.

Par rapport à certains aspects, je pensais que je pouvais être dans une salle où des fonctionnaires de haut niveau allaient être réunis et j'ai pensé que ce serait difficile de leur expliquer le détail du travail que nous faisons. C'est un privilège de pouvoir vous adresser la parole avec tant de personnalités différentes qui veulent participer au débat par rapport aux évènements qui ont lieu ces dernières années.

Nous avons un grand débat devant nous je vais être bref. Si vous avez des questions pour Fadi ou pour moi-même il y aura une conférence de presse, donc nous allons devoir quitter la salle pendant quelques minutes mais par la suite nous serons présents dans les discussions.

Je tiens une fois encore à remercier le gouvernement du Royaume-Uni dans la personne du Ministre Vaizey pour l'accueil dont on a fait l'objet, il y a beaucoup de travail en amont de ces réunions et donc je tiens à remercier ce travail. C'est la deuxième réunion gouvernementale de haut niveau, la première a été tenue en octobre 2012, beaucoup de choses se sont passées depuis.

Je vais rapidement faire référence aux principaux évènements. En ce qui concerne les GTLDs, nous sommes passé de 22 GTLDs à 320 actuellement et un plus grand nombre à venir dans des scripts non latents. Il est intéressant de constater les innovations qui se produisent à différents niveaux, au niveau technologique, au niveau commercial, etc. Il y a une croissance géographique qui accompagne cette progression, nous avons de nouveaux bureaux de liaison de l'ICANN à Singapour, à Istanbul, et un bureau aussi à Beijing et à Genève c'est merveilleux de

voir qu'à Singapour lors de la dernière réunion nous avons eu l'occasion de voir ce bureau de liaison qui était déjà en fonctionnement, ainsi que le bureau d'Istanbul, on a pu assister à la croissance de ces bureaux qui témoigne de notre volonté de mondialisation.

Nous avons aussi des bureaux en Afrique, en Amérique Latine, cela nous a permis de faire écouter d'autres voix et faire apprendre l'ICANN.

Nous avons aussi fait un grand travail en ce qui concerne la gouvernance de l'internet. Beaucoup d'activités ont eu lieu en la matière y compris Net Mondial ainsi que la révision des objectifs de la SMSI, tous les évènements qui auront lieu cette année.

La conférence de Net Mondial était une réunion unique qui a changé le dialogue, beaucoup d'idées, de principes ont été établis dans cette réunion pour l'avenir.

Nous confirmons donc, que la participation doit être large et qu'elle doit non seulement être véhiculée par les organes de gouvernements que nous représentons, qui sont excellents, mais qui ne sont pas suffisants car nous sommes face à un modèle multi parties prenantes.

Nous avons écouté l'annonce du gouvernement des Etats-Unis, en ce qui concerne la transition du rôle de supervision des fonctions IANA. Il s'agit d'une annonce à laquelle on s'attendait, depuis longtemps, car les fonctions IANA ont bien fonctionné pendant longtemps et le temps est venu d'envisager les conséquences de cette annonce tout en nous assurant que le fonctionnement des fonctions IANA continuent à être correct. Cette collaboration que l'on a pu voir au Brésil nous espérons pouvoir la retrouver dans les différents forums qui auront lieu cette

année dans la réunion à New-York pour discuter la révision du SSML. Je vous souhaite de bonnes discussions pour aujourd'hui et j'espère que tout ce débat portera des fruits afin que l'écosystème de l'internet que nous avons aidé à construire puisse bénéficier à davantage d'utilisateurs dans le monde, qu'il soit de plus en plus fort, de plus en plus accessible, de plus en plus sûr pour tout le monde dans les années à venir.

Merci beaucoup et merci de m'avoir donné l'opportunité d'être ici avec vous, j'espère que vous partagerez avec moi cette émotion de pouvoir participer dans ces évènements qui nous ont permis de nous donner rendez-vous ici dans cette réunion.

ED VAIZEY :

Merci, tout le monde me remercie d'avoir organisé cette réunion mais je n'ai rien à voir avec l'organisation, la seule chose que j'ai faite c'est lire mon rapport, c'est l'équipe de l'ICANN, Mark Carvell, Sarah Taylor dans mon bureau, ce sont eux les responsables de cette organisation, c'est eux qui ont vraiment travaillé dur pour pouvoir organiser cet évènement, cette réunion et toutes les réunions de haut niveau vont se tenir là où l'on pourra le mieux profiter des opportunités Londres, Dubaï, c'est une blague, il ne faut pas me prendre au sérieux, je sais qu'on n'a pas beaucoup de temps, Fadi va vous adresser quelques mots.

FADI CHEHADE :

Merci Monsieur le Président, merci beaucoup d'avoir établi ici le point de départ. Je veux aborder deux choses, tout d'abord je vais parler de l'ICANN. Je vais parler de l'écosystème auquel participe l'ICANN.

L'ICANN elle-même a engagé un effort de mondialisation sans précédent. Le Conseil d'Administration de l'ICANN qui m'a nommé à mon poste ne pensait pas que j'allais maintenir le statu quo. Ils m'ont fait venir justement pour que je mette en place les changements dans l'ICANN afin que l'ICANN devienne l'institution que nous souhaitons tous qu'elle soit, et je travaille sur trois pistes de travail différentes.

La piste opérationnelle qui consiste à essayer de comprendre les besoins locaux, je crois que vous savez tous que cela se fait en temps réel.

Le deuxième volet de la mondialisation de l'ICANN concerne la responsabilité. L'ICANN est obsédée par la responsabilité, je ne connais aucune autre institution qui fasse autant de révisions de la responsabilité mais est-ce que cela suffit, sommes-nous suffisamment responsables ? La réponse à cette question dépend de nos perceptions. Est-ce que les gens nous voient comme un organe responsable qui rend des comptes ? Cette discussion sur la responsabilité ne va jamais finir et ne devrait jamais finir, c'est comme la perfection, il faut toujours viser la perfection, cela ne finit jamais.

Nous avons commencé à mettre en place un processus important pour renforcer la responsabilité de l'ICANN, c'est un processus permanent, un processus continu. Mais qui est très important aujourd'hui, car le gouvernement des Etats-Unis va transférer son rôle de supervision, les Etats-Unis bien sûr auront un rôle mais le rôle de supervision, c'est un rôle unique que jouait les Etats-Unis, va disparaître. Le fait que ce rôle disparaisse nous amène à penser qu'il faut créer un cadre, afin que tout le monde puisse faire confiance au système.

C'est sur cela que nous travaillons depuis longtemps et sur ce que nous travaillerons dans les mois et les années à venir.

La transition du transfert du rôle de supervision des fonctions IANA des Etats-Unis à la communauté multipartite. Nous avons le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Larry Strickling qui est parmi nous, et je tiens à vous dire que c'est grâce à sa vision et à sa capacité de gestion que nous sommes aussi aujourd'hui ici en train de parler de cette transition.

C'est à lui que revient le mérite de pouvoir être là parce qu'il a pu travailler non seulement avec son gouvernement mais aussi avec nous et il est parmi nous aujourd'hui. Nous devons donc reconnaître, féliciter son leadership et le grand travail qu'il a fait pour son gouvernement afin que nous en arrivions là. Nous en sommes extrêmement reconnaissants.

Au fur et à mesure que nous avançons et que nous avons cette vision et cette sincérité de la part du gouvernement des Etats-Unis qui nous dit que le moment est venu pour que le monde joue le rôle qu'il doit jouer, c'est à nous d'assumer cette responsabilité de la meilleure façon possible, c'est pour cela que nous sommes ici. Notre aventure a commencé, ce voyage ne va pas nous prendre 10 ans comme certains le prévoient nous avons un calendrier mais nous ne sommes pas pressés car le gouvernement des Etats-Unis nous a dit qu'il allait nous soutenir afin de nous assurer que la communauté puisse identifier les meilleurs moyens de pouvoir remplacer ce rôle qu'il jouait.

Nous avons un calendrier et nous voulons avancer afin que pour la fin de l'année prochaine on puisse être indépendants de ce contrat et que l'on puisse être prêts pour mener à bien ces fonctions de façon équitable.

En ce qui concerne l'ICANN, l'ICANN est insérée dans un écosystème. Et comme tous les autres éléments de l'écosystème, l'ICANN joue un rôle. L'ICANN a joué un rôle de leadership dans la réunion de Net Mondial pour créer ce panel qui a été présidé par le Président Ilves Toomas. Mais ce leadership qui nous a permis de concevoir un modèle de gouvernance d'internet, a été suivi d'un projet préliminaire de gouvernance distribuée de l'internet, dirigé par le Président Toomas Ilves et son panel. Ces efforts doivent se poursuivre pour mettre en place ces principes mais qui va mettre en place ces projets sur la base de ces principes ? L'ICANN ne pourra pas le faire toute seule.

Nous comptons donc sur la bonne foi, sur la bonne prédisposition de tous les gouvernements, des sociétés, des gens de la communauté technique, etc. pour pouvoir créer une alliance, un partenariat et faire en sorte que ces projets et ces principes deviennent une réalité.

C'est le travail que nous allons faire nous allons participer à ce processus mais nous n'allons pas en être les leaders. Il faut que vous participiez afin que nous puissions montrer au monde que le modèle de multi parties prenantes fonctionne, que nous pouvons le faire progresser. Merci beaucoup.

ED VAIZEY :

Merci Fadi de ton discours, il a pris moins de temps que ce que l'on prévoyait. Maintenant vous pouvez tous prendre la parole. On m'a instruit et on m'a dit que vous devez demander la parole, vous levez la main, si par hasard on ne vous voit pas et sinon vous pouvez lever la pancarte que vous avez devant vous. Mais je dois dire que j'ai déjà vu que des participants ont levé le papier mais le Ministre Lu Wei de la

Chine va nous adresser la parole, par la suite le Ministre Lemaire de la France et le grand commissaire qui a beaucoup fait pour promouvoir l'économie numérique en Europe, Neelie Kroes. Maintenant nous passons la parole au Ministre Lu Wei.

LU WEI :

Je levais la main en disant que je voulais parler. Le Ministre Ed Waizey, Président Steve Crocker, Président Fadi, chers collègues du monde entier, c'est un plaisir pour moi d'assister dans une réunion de haut niveau de l'ICANN.

L'ICANN est l'institution clé de la gouvernance internationale de l'internet et elle doit respecter son obligation et sa mission de maintenir une opération stable de l'internet. Cela a démarré il y a 15 ans, et vraiment a joué un rôle irremplaçable dans l'économie et le développement social pour le bénéfice de la population. Le comité consultatif gouvernemental, le GAC, c'est le privilège entre tous les pays, nous remercions Fadi de ses propos, pendant les 16 dernières années on a favorisé la bonne vie de la population et le GAC est un canal qui communique tous les pays, tous les gouvernements, et joue un rôle fondamental pour ce qui est de la communication et la coordination. Dans la cérémonie d'ouverture de ce matin, j'ai dit que j'avais cette idée à partager, maintenant je vais dire quelque chose sur notre opinion par rapport à la gouvernance de l'internet.

La Chine de a plus de 600 millions de citoyens et nous supportons l'internationalisation de l'ICANN, nous encourageons aussi les groupes sociaux de l'internet à l'intérieur de la Chine. Nous voulons aussi

encourager les affaires chinoises et les institutions de recherche pour qu'elles participent activement à l'ICANN.

Voilà aussi notre idée, parce qu'hier nous avons vu avec plaisir que l'académie Chine des recherches en matière de télécommunications et l'ICANN ont signé un contrat tentant. Voici une nouvelle page dans notre histoire de collaboration. En avril, nous nous sommes réunis à Sao Paulo au Brésil, on est arrivé à un consensus commun et c'est une nouvelle page pour le développement de l'ICANN et cela veut dire que l'internet est entré dans l'âge de la gouvernance globale parce que maintenant nous avons un espace de réseau commun qui répond aux nécessités des gouvernements de tout le monde et la gouvernance globale doit respecter 4 principes : l'équité, l'égalité, l'ouverture. L'internet a transformé le monde en un village global où les gens de tous les pays sont interconnectés. Les frontières n'existent plus dans ce domaine de l'informatique, mais il y a encore des domaines qui existent dans le cyber espace.

Tous les pays, grands ou petits, sont sur un pied d'égalité et l'égalité est basée sur l'indépendance et nous devons respecter tous les pays avec leur souveraineté au sein de l'internet. C'est bien de faire un développement et d'administrer l'internet et de participer dans la gestion internationale, l'indépendance d'un pays ne veut pas dire s'exclure, s'isoler du monde. Mais cela sert à s'ouvrir encore davantage parce qu'on ne peut pas penser au développement et au partage si on n'ouvre pas de plus en plus.

Les gens du monde entier peuvent alors profiter du développement de l'informatique. L'internet vise au partage parmi la population mondiale.

L'effort pour créer un espace en harmonie nous appartient à nous tous et cet espace apparaît même avec des couleurs différentes. Et malgré des voix qui s'opposent entre elles, les gouvernements doivent jouer un rôle important à travers la politique pour promouvoir le développement de l'internet et sauvegarder l'intérêt des peuples et trouver une solution aux problèmes posés par l'internet.

Les sociétés de l'internet jouent aussi un rôle comme la force principale vis-à-vis des connexions de la coopération sociale des communautés internationales. Les groupes sociaux de l'internet doivent aussi jouer un rôle pour promouvoir et pour agir, pour participer des services publics, faire avancer le développement de l'industrie. Les groupes techniques doivent aussi donner de l'apport, renforcer le développement technique et l'innovation, améliorer les services et les garanties opérationnelles, et en général agrandir le futur du cyber espace.

En réalité, ils doivent participer activement à ces gestions en manifestant quelles sont les demandes, quelles sont les voix, toujours du côté de la loi.

Troisièmement, la sécurité, c'est la crédibilité. Personne n'aime vivre dans un monde où il y a plein de rumeurs, plein de délits, il y a beaucoup de pays, même la Chine, qui sont des victimes de l'espionnage, de la cyber surveillance, et personne n'est à l'abri de tous ces périls. Le gouvernement chinois est contre le cyber terrorisme et tous les pays doivent travailler ensemble pour lutter contre les activités terroristes dans le cyber espace, tout en évitant que l'internet se transforme en un site apte pour le terrorisme.

Numéro4 nous parlons de la coopération et du bénéfice mutuel. Georges Bernard Shaw disait Vous avez une pomme moi j'ai une pomme, on échange les pommes alors les deux on va toujours avoir une pomme, mais si vous avez une idée et moi j'ai une idée, et nous échangeons nos idées, chacun de nous va avoir deux idées. Cela est aussi vrai pour les échanges et la coopération entre les différents pays pour ce qui est de la gestion du cyber espace. Ce n'est pas un jeu à somme zéro, mais c'est enrichissant. La communauté internationale doit établir des mécanismes pour la communication pro active, échanger des expériences, améliorer la compréhension commune, et créer davantage de points de contact là où il y aura plus d'intérêts communs, des intérêts partagés et les pays développés, les pays en développement puissent avoir un site pour travailler en commun vers le bénéfice commun. Il faut se concentrer sur le développement compte tenu de la brèche digitale et que l'internet puisse être accessible pour plus de personnes.

On a travaillé à l'internationalisation de l'ICANN et nous espérons que l'ICANN continue à jouer un rôle principal et une fois que le rôle de supervision de la fonction IANA sera transféré, je voudrais revenir avec 6 propositions.

Premièrement, les candidats déterminer dès que possible les candidats aux groupes de travail parce qu'il faut que ce soit proportionnel aux utilisateurs pour que la représentation soit vraiment équitable.

Numéro deux, créer les plans de réforme pour l'internationalisation de l'ICANN, de la manière la plus rapide possible afin de faire des efforts pratiques.

Troisièmement, établir la charte de l’alliance de la gouvernance de l’internet le plus tôt possible, accélérer l’établissement de l’alliance.

Quatrièmement établir et améliorer le mécanisme, travailler pour la gestion de cyber espace dans les domaines d’urgence et des problèmes qui puissent apparaître.

Cinquièmement les équipes d’experts doivent pouvoir explorer des théories de frontières technologiques pour voir quel est le modèle de développement de l’internet et pour créer un développement scientifique du monde.

Numéro 6, créer une plateforme pour les échanges internet, des sites web multilingues pour entendre les voix de partout dans le monde, promouvoir le dialogue, créer le consensus dans toutes les parties.

Je crois qu’avec les efforts conjoints de la communauté internationale et la réforme, l’internationalisation de l’ICANN sera couronnée de succès certainement. Nous souhaitons que l’internet puisse faire face à un meilleur futur pour servir à toute la société et à tous les peuples.

ED VAIZEY :

Merci beaucoup Monsieur le Ministre Lu Wei, de vos paroles. Nous voulons vous remercier parce que nous sommes très heureux d’entendre, de savoir comment la société civile et les entreprises évoluent en ce qui concerne la gouvernance de l’internet en Chine.

Je vais inviter Madame Lemaire de France, Ministre de l’économie numérique en France. Il se peut qu’il y ait une autre personne qui

demande à avoir la parole. Bon cela se passe toujours lorsque quelqu'un parle de la technologie de pointe, il y a quelque chose (*inaudible*)

AXELLE LEMAIRE :

Merci pour votre accueil, je suis contente d'avoir ce micro parce que ça veut dire qu'on pourra m'entendre et que peut-être pourrez-vous m'écouter. C'est une journée importante puisque nous célébrons la 50^{ème} session de l'ICANN et nous sommes surtout là pour célébrer un succès et le gouvernement français a tenu à insister sur l'extraordinaire accompagnement réussi par l'ICANN de l'évolution d'internet, 100 000 utilisateurs en 98, plus de 3 milliards aujourd'hui, c'est la preuve que le multi stakeholder system que l'approche qui consiste à inclure toutes les parties prenantes et à parvenir à entendre tous les points de vue peut être une garantie de réussite.

D'ailleurs en France tout récemment a été délégué le .PARIS et nous avons fait une fête pour lancer ce nom de domaine et des régions françaises comme l'Alsace ou la Bretagne ont aussi pu candidater avec succès pour défendre leur identité, sur l'espace mondial qui est internet.

Nous sommes néanmoins dans une phase de transition, et on sent bien que les équilibres qui doivent être trouvés sont fragiles. Il ne faudrait pas, parce que nous avons commencé à élargir les noms de domaines à des noms génériques, il ne faudrait pas donner l'impression que ces délégations s'opèrent au bénéfice de certains, certains acteurs et au détriment d'autres intérêts qui seraient moins bien représentés au sein de l'ICANN.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement français et le Président de la République, que j'ai rencontré vendredi dernier pour aborder avec lui ces sujets, insistent beaucoup que nous avancions sur le sujet de la gouvernance de l'internet à travers l'ICANN.

Cela concerne tous les concitoyens, cela concerne tous les secteurs professionnels, tous les pays, toutes nos régions, et l'ICANN semble l'avoir compris en proposant des réformes, nous saluons les efforts qui ont été accomplis pour avancer sur la voie des réformes.

Pour cela, il faut que certains intérêts puissent être entendus. En parlant d'internet on parle de commerce sur internet et je suis convaincue que pour poursuivre l'objectif d'un internet ouvert, qui prône la liberté de commerce et où le commerce numérique est un formidable outil, une chance extraordinaire donnée au commerce plus classique de prendre de l'essor et de conquérir des nouveaux marchés, eh bien pour affirmer cette liberté de commerce, la valeur au cœur c'est la confiance des utilisateurs, la confiance des consommateurs.

Cette notion de confiance est très importante et risque d'être mise à mal si certains ont le sentiment de ne pas être entendus.

On ne peut pas ignorer, c'est le rôle des gouvernements qui sont ici représentés, on ne peut pas ignorer la réalité des peuples, qui nous disent qu'ils sont inquiets. Ils sont inquiets par exemple parce qu'ils ne savent pas quel usage sera fait de leurs données personnelles. Ils sont inquiets parce qu'ils ont le sentiment que le commerce sur internet peut être le vecteur d'une uniformisation qui aboutirait à une perte d'identité, à une perte d'illusion de ce qui fait leur richesse, ce qui fait la

diversité culturelle, ce qui fait finalement l'extraordinaire identité de notre monde.

Ces peuples nous demandent, lorsqu'ils sont des consommateurs, de savoir d'où viennent les produits qu'ils achètent et si ces produits sont authentiques. C'est d'ailleurs pour ces raisons que depuis des années plusieurs pays européens ont tenté de faire entendre leurs voix dans différents forum de négociations commerciales internationales, à l'OMC par exemple, pour préserver ce que la France appelle la diversité culturelle et derrière cette diversité culturelle il y a le vin. JE sais que cela ne concerne pas forcément tous les pays et je ne voudrais pas donner le sentiment de ne parler que d'un sujet qui serait franco-français, ou à la rigueur réservé à l'Europe et qui n'intéresserait pas les autres gouvernements. Je crois qu'au contraire ce cas de la délégation de ces noms de domaine .VIN et .WINE, est et sera emblématique de la capacité ou non qu'aura l'ICANN de se réformer pour entendre les enjeux d'intérêt public et pour entendre l'ensemble de la communauté d'affaires.

Ce cas est emblématique. Parce qu'il est question qu'une décision rendue par l'ICANN puisse ignorer l'intérêt public pour satisfaire une seule société commerciale. La société en question exploite déjà 350 noms de domaine, on peut considérer que le dommage si elle était amenée à en exploiter un de moins serait minimal, en revanche le risque de cette délégation est très grand. Pour la crédibilité de l'ICANN, qui en viendrait à défendre une position commerciale spécifiquement promue et défendue par certains acteurs étatiques dans d'autres instances commerciales internationales.

C'est la raison pour laquelle la France fait de la suspension de la délégation du nom de domaine .VIN et .WINE une condition de sa participation à l'ambitieux agenda de réforme qui a été annoncé par l'ICANN et que nous soutenons.

Cette question est devenue si problématique, non seulement pour les producteurs de vin qui ont écrit à l'ICANN, de partout dans le monde, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud, au Chili, en Argentine et même dans (...) Valley, partout, ils demandent à ce que leurs intérêts soient mis en cause, mais au-delà des enjeux commerciaux, c'est l'enjeu de la représentation de la diversité culturelle dans le commerce international qui est en jeu et surtout le gouvernement français considère que ce n'est pas à l'ICANN de résoudre cette question complexe, qui fait l'objet de négociations spécifiques dans d'autres forums internationaux.

Donc ce que demande le gouvernement, c'est justement de ne pas nous diviser autour de ce sujet, mais que les membres du board sachent écouter ce que nous demandons.

Nous avons cette suggestion qui somme toute nous paraît raisonnable, it sounds reasonable, it sounds fair to us, l'idée de suspendre cette délégation pour pouvoir avancer sur le reste de l'agenda de la réforme et de laisser les juridictions qui sont compétentes pour se prononcer sur les cas des appellations d'origine contrôlée, décider de l'issue qui doit être donnée à cette affaire.

Au-delà de cette question du .VIN, la France aimerait faire des propositions constructives dans l'agenda des réformes, pourquoi pas mais cela est ouvert au débat et au dialogue entre nous tous, pourquoi

pas créer une assemblée générale, comme dans n'importe quelle structure ou société commerciale, qui réunit ses actionnaires, où seraient approuvés les comptes, définie la stratégie, les statuts seraient actualisés, les membres du board seraient élus, pourquoi pas faire de l'ICANN une instance véritablement internationale dans laquelle les contrats commerciaux seraient soumis aux principes généraux du droit du commerce international, et à des juridictions non forcément nationales.

Pourquoi pas distinguer les questions trop sensibles politiquement, des activités techniques, plus opérationnelles qui sont absolument nécessaires. Pourquoi pas faire de l'ICANN une instance vraiment inclusive, en France nous disons que nous voulons internet partout, pour tous et par tous. We would like to have in France internet everywhere, for everyone and by everyone. Si l'ICANN endosse cette devise, alors il en ressortira un internet ouvert à tous les types de business, à tous les pays, y compris aux pays en voie de développement pour qu'internet ne soit pas un vecteur supplémentaire d'exclusion dans le commerce international, mais bien l'outil, le levier qui permette au contraire de faire venir au commerce international par internet des pays qui jusqu'à présent n'ont pas les moyens d'être présents dans l'espace numérique.

Pour cela, encore une fois, l'ICANN doit pouvoir donner les vrais gages de son indépendance. Je pense avec le Président de la République que les cas .WINE et .VIN sont emblématique.

J'en appelle à la responsabilité de chaque état membre du GAC, y compris ceux qui pourraient être tentés de former une minorité de blocage, s'ils appliquaient de manière trop stricte la règle du consensus,

je leur demande de faire preuve de responsabilité. Je crois que les enjeux sont immenses, que nous avons énormément de choses à construire ensemble, que l'ICANN a fait la preuve de ses réussites passées et pour amorcer avec succès la transition en cours il faut pouvoir entendre tout le monde. Merci.

ED VAIZEY :

Merci beaucoup Madame la Ministre, merci de toutes vos contributions en ce qui concerne la confiance et le rôle joué par le gouvernement je comprends que l'ICANN doit se transformer en une organisation internationale. Je voudrais demander maintenant à la Commission Européenne, à Neelie Kroes, de faire ses commentaires depuis sa place.

NEELIE KROES :

Merci beaucoup Monsieur le Ministre. A partir de ce que nous avons entendu jusqu'ici, il y a un thème pour lequel nous avons besoin de progresser, le thème de la responsabilité. Je suis très satisfaite de voir l'énergie que Fadi met à l'égard de ce thème en tenant compte de l'intérêt public.

.WINE est l'un de ces points mais il y a beaucoup d'autres aspects importants pour d'autres régions. L'ICANN mondialisée doit servir l'intérêt public par un système de responsabilité, de transparence, qui puisse être mis en œuvre et vérifié. Plus tard dans la journée je reprendrai la parole pour parler de manière plus approfondie de ce thème. Merci.

ED VAIZEY : Je suis vraiment étonné, en général nous n'avons pas de contribution ou de commentaires aussi bref que celui de Neelie, merci d'avoir donné l'occasion à d'autres personnes de prendre la parole. Nous avons quelqu'un de ce côté, nous vous demandons de vous mettre debout. C'est vous que j'appelle. Maintenant asseyez-vous et parlez. Je vous demande s'il vous plait de donner votre nom.

MOHAMED IBRAHIM : Mohamed Ibrahim de la Somalie. Merci beaucoup Monsieur le Ministre, j'apprécie énormément l'occasion d'être ici, d'avoir été invité pour être ici parmi vous, je vous présente les hommages de mon gouvernement, je suis arrivé hier et je voudrais faire des commentaires très brefs.

ED VAIZEY : Monsieur si vous allez le faire aussi rapidement que Neelie l'a fait ?

MOHAMED IBRAHIM : Je veux féliciter l'ICANN du travail fait pendant les deux dernières années pour ouvrir les bureaux de liaison de Singapour et d'Istanbul. Lorsque je vois cela je me rappelle ce qui suit. Si nous faisons un jeu de mots entre les différents mots cela nous donne un mot qui signifie en langue de Somalie rendre les choses égalitaires ou mettre les choses sur un pied d'égalité.

L'ICANN pourrait peut-être se servir de cela pour une annonce publicitaire.

Bon je serai sérieux. Moi j'ai grandi à Sidney, à Melbourne, en Australie et la raison pour laquelle je vais faire ces commentaires, c'est parce que je crois qu'il y a des valeurs essentielles qui ont donné de très bons

résultats. Je crois que là où je suis maintenant, ces valeurs ne sont pas appliquées parfois. Par exemple à Mogadiscio là où je me trouve maintenant. A Mogadiscio nous voyons que l'internet est un défi à relever, il y a beaucoup de défis à relever en Somalie, il y a des groupes de personnes qui empêchent d'autres personnes d'avoir un accès à internet. Comment faisons-nous pour modifier cette situation comment faisons-nous pour que la Somalie puisse accéder à l'internet ?

Il se peut que cela puisse être résolu par d'autres organismes, d'autres entités telles que celles des Nations Unies ou dans d'autres cadres juridiques utilisés qui pourraient être mis en œuvre là avec une série de normes. Lorsque je viens à l'ICANN, je me sens très satisfait de voir cela. Lorsque j'étais en Australie tout cela se passait dans une situation vraiment satisfaisante mais dans mon pays cela ne s'applique pas, nous avons besoin de règles qui nous permettent de travailler. Comment faisons-nous pour qu'un groupe de personnes qui empêchent d'autres personnes du pays à accéder à internet, n'empêchent plus les gens. Ils ont des domaines qui leur permettent de diffuser leur haine et leur violence.

Nous ne pouvons pas les empêcher de le faire, nous ne pouvons pas avoir nos propres noms de domaine pour pouvoir travailler. Nous avons besoin de travailler, de poser cette question à l'OIT ou dans d'autres organisations.

Un autre point, par rapport à l'IDN, c'est une idée très intéressante, je suis très satisfait de voir cela, l'internet s'ouvre vers le monde, nous pouvons communiquer et interagir mais maintenant je me demande, que se passe-t-il si nous devenons des îles et que nous soyons obligés

d'apprendre le Chinois ou le Coréen ou le Russe, pour pouvoir communiquer ? Il faudrait avoir un mécanisme pour pouvoir traduire les choses en temps réel, au fur et à mesure que nous avançons sur la voie de l'IDN et j'apprécie cette idée, je la soutiens, j'ai pensé peut-être qu'il ne faudrait pas créer des îles ou des ilots avec des internet multiples mais d'avoir un seul internet.

Je veux dire aussi que lorsque nous travaillons au sein de l'ICANN les choses sont résolues de manière démocratique. Nous parlons beaucoup, nous discutons, nous prenons des décisions. Le modèle multi parties prenantes nous amène vers un modèle très large que je ne comprends pas tout à fait mais qui me plait.

ED VAIZEY :

Tout ne peut pas se passer lorsque moi je préside ces réunions. Je vais vous demander d'essayer de finir vos commentaires, je vous demande démocratiquement de vous arrêter là, de manière peu démocratique je vous demande de vous arrêter là. Vous avez parlé des valeurs essentielles, c'est quelque chose qui est très important et comment nous faisons pour empêcher l'internet de se transformer en une île.

Maintenant nous allons donner la parole au Ministre du Bangladesh qui nous a demandé la parole. J'espère que vous serez précis.

HASANUL HAQ INU :

Merci beaucoup Monsieur le Ministre Vaizey. Je remercie Monsieur Fadi Chehade et je m'adresse à lui et à tous les membres de l'ICANN. Lorsque nous pensons à un pays comme le mien, où il y a 40 millions de personnes qui se servent d'internet, lorsque nous voyons cette réunion

qui se tien dans cet hôtel, nous avons 5 milliards d’habitants dans le monde qui n’ont pas encore accès à internet. Alors les mettre en contact avec les outils les plus avancés, là où on n’a pas accès à cela pour pouvoir transmettre les données à travers les différents juridictions serait un point très important même si cela ne garantit pas que tous les droits seront respectés et que la confidentialité de tout le monde sera respecté.

La plupart des utilisateurs d’internet ne savent pas que les données sont stockées sur Google et qu’elles sont soumises aux lois des Etats-Unis et au Patriot Act des Etats-Unis. Nous voyons aussi qu’il y a d’autres menaces telles que les cyber délits. Nous entendons dire tous les jours qu’il y a des infractions à la sécurité au niveau de l’internet qui portent atteinte aux sociétés commerciales et à leur infrastructure, ainsi qu’à d’autres entités. Il y a des cyber délinquants qui sapent la confiance que l’on peut avoir sur le système de la gouvernance de l’internet.

D’autre part pour combattre le cyber délit, beaucoup de gouvernements essaient de prendre des mesures, ils encouragent l’idée d’instaurer une nouvelle faculté de surveillance.

Notre problème qui se pose est justement de savoir qui peut déterminer qui sera le surveillant ? Il y a des déficits de différentes sortes, des déficits de confiance, un manque de consultation parties intéressées, et la gouvernance actuelle ne tient pas compte de cela, elle présente cette défaillance, nous avons besoin de légitimité, de sécurité, de transparence, de responsabilité, et nous voyons parfois qu’il y a des communications excessives et un suivi excessif parfois, de l’information et des connaissances et parfois il y a très peu d’occasions pour une

participation réelle du peuple, surtout des pays en développement, les universitaires ont décrit le système actuel comme celui de la gouvernance par conception.

Monsieur le Ministre, Ed Vaizey, il n’y a pas à l’heure actuelle de cadre légal pour accorder des droits aux GTLDs ou au CCTLDs, il y a des registres nationaux et régionaux. Ceci a provoqué l’apparition de monopoles qui s’accroissent à grande vitesse.

L’architecture technologique, lorsque l’internet est né et qu’il s’est développé, n’est plus à jour, nous avons besoin de promouvoir les droits de l’homme et la justice sociale, nous avons besoin de nouveaux cadres pour la gouvernance de l’internet.

Net Mondial dans son document final qui représente un effort courageux pour faire face à ce scénario qui apparait, Net Mondial je disais a identifié une série de principes et de critères importants, contribuant à un modèle multipartite inclusif, situé dans un cadre d’internet en évolution. Cela garantit la justice social, les droits de l’homme, la liberté d’information, l’accessibilité pour tous, la reconnaissance de la diversité linguistique et culturelle, le droit à l’innovation et à la créativité, et assure aussi la stabilité et la transparence de l’internet.

Net Mondial dans son document final fait allusion aussi à un modèle multi sectoriel, ouvert et participatif permettant une participation pleine des gouvernements, des sociétés privées, de la société civile, des sociétés universitaires et des utilisateurs de la société technique. Et tous dans leur rôle respectif et assumant leurs responsabilités respectives, je le répète.

Le document de Net Mondial met l'accent sur la gouvernance intérieure comme un moyen de promouvoir l'égalité des opportunités ainsi qu'un accès à l'internet de haute qualité, qui soit efficace pour permettre le développement humain et l'inclusion sociale. Il ne devait pas des écueils déraisonnables pour que de nouveaux utilisateurs puissent avoir accès à l'internet. Si nous considérons ce document final de Net Mondial, nous allons permettre cela à tout le monde d'aborder internet dans tous les niveaux.

ED VAIZEY :

Je devrais vous interrompre parce que nous aurons toute une séance consacrée à ce thème. Nous allons donner la parole au Ministre du Portugal.

NUNO CRATO :

Merci Monsieur le Président, Messieurs et Mesdames, je veux remercier le gouvernement du Royaume-Uni d'avoir organisé ces deuxièmes réunions gouvernementales de haut niveau qui se produit à un moment particulier de la gouvernance de l'internet au niveau mondial. Nous voulons aussi féliciter l'ICANN en la personne de leur Président Directeur Général, du Président du Conseil, l'administration pour avoir fait que les noms de domaine puissent s'approcher dans une approche multipartite.

Je veux continuer en Portugais, ma langue natale. Parlée par 250 personnes dans le monde, la 4^{ème} la plus parlée dans le monde et la 5^{ème} la plus parlée dans l'hémisphère sud. C'est une bonne nouvelle pour moi, je ne sais pas si c'est une bonne nouvelle pour vous.

Je reviendrai ensuite à l'Anglais.

Avec la légitimité démocratique et le souhait de défendre l'intérêt public et les pouvoirs équilibrés de la société comme un tout, le Portugal participe depuis le début à l'ICANN de manière très active et en particulier dans le GAC, avec l'objectif toujours présent de participer, de contribuer à la gouvernance et à) l'approche multipartite.

L'internet s'est rapidement développé et a joué un rôle fondamental dans l'innovation technologique, dans la science, dans l'éducation, dans l'économie, dans la société, dans les démocraties. Par sa nature ouverte et décentralisée, il a contribué à stimuler l'économie et a fourni des occasions de travailler aux personnes et a élargi les frontières auxquelles sont confinées les personnes et les sociétés.

D'autre part, l'ICANN a fait un grand effort pour renforcer le dialogue entre le gouvernement et d'autres parties prenantes et nous sommes très heureux de voir que le travail qui est en marche pour rentrer dans la GNSO, il y a un développement de l'ICANN.

Je reviens à l'Anglais maintenant. L'ICANN devrait, je dis que l'ICANN dans la section 2.6 de ses valeurs centrales a mis l'accent sur la facilitation de la concurrence pour l'enregistrement de noms de domaine là où cela est faisable et que cela puisse bénéficier à l'intérêt public. Les gouvernements devraient aussi nous aider avec propos. AU Portugal nous continuons à travailler là-dessus mais les systèmes multisectoriels ont besoin aussi d'être contrôlés et vérifiés. Ces contrôles ne sont parfois pas encore établis parce le risque existe qu'il y ait des intérêts spéciaux qui exercent des pressions pour défendre leurs intérêts. L'ICANN est une société à but non lucratif privée, et dans l'un des articles de ses règlements, il est dit que l'ICANN travaillera pour le

plus grand bénéfice de la communauté internet respectant ses responsabilités suivant le droit international et les conventions internationales applicables, ainsi que celles des législations locales.

L'ICANN n'est pas le lieu pour discuter des questions politiques qui sont résolues dans d'autres organisations internationales. On ne peut pas décider ici de cela dans des résolutions qui vont au-delà de ses domaines d'activités, qui est circonscrit aux fonctions critiques du DNS. Il n'y a pas de droit international pour soutenir toute cette activité, bien au contraire, dans notre vision ces mouvements vont avoir un effet négatif au niveau mondial sur les organisations.

Le Portugal reconnaît et continue à soutenir l'ICANN comme entité qui peut permettre l'évolution du DNS et bien sûr, par le respect du droit international et des conventions internationales applicables et des législations locales.

L'ICANN peut provoquer un effet négatif sur l'économie d'un pays si c'était le cas pour les GTLDs locales comme les .WINE et .VIN, par suite d'un usage frauduleux de ces indicateurs géographiques liés au vin et aux régions viticoles représentées au deuxième niveau.

Enfin le Portugal exprime sa reconnaissance à tous les efforts faits pour améliorer la responsabilité, l'ouverture et la reddition des comptes de l'ICANN ainsi que toutes les affirmations d'engagement. Le Portugal soutient aussi l'ICANN et la félicite du travail dans ce cadre multipartite concernant la gouvernance. Nous avons aussi plusieurs réussites dans le domaine des organisations internationales concernant la recherche, nous devons continuer à travailler pour le développement d'une infrastructure technologique mondiale telle que l'internet.

ED VAIZEY : Je vais maintenant céder la parole à Larry Strickling pour qu'il parle des fonctions de la transition de la supervision des fonctions IANA.

LARRY STRICKLING : Je vous remercie de l'invitation pour venir à cette réunion et d'avoir organisé cette séance. Je voudrais remercier aussi Sarah et Mark.

La première équipe sur la responsabilité et la transparence avait dit que nous devons avoir ce type de réunion pour améliorer le soutien apporté par les gouvernements dans le processus multipartite de l'ICANN. Comme vous l'avez entendu dire, vous avez participé à cela, la première réunion de ce type a eu lieu au Canada, à Toronto, en 2012, où les parties, où les gouvernements ont fait des recommandations pour améliorer la responsabilité, la reddition de comptes de l'ICANN et la transparence. Tout ceci a été évalué par la deuxième équipe de révision de la transparence et de la responsabilité. Maintenant le Conseil d'administration va s'occuper de ce groupe de recommandations. C'est une année pleine d'événements et de réunions sur la gouvernance de l'internet.

Nous avons vu la réunion réussie de Net Mondial célébrée au Brésil en avril. Monsieur le Ministre Virgilio Almeida résumera ce qui a été dit, mais il a dit à un moment donné que la gouvernance de l'internet devait être basée sur des processus multipartite et toute cette réunion a témoigné de ce que signifie une gouvernance ouverte où tout le monde participe à un gouvernement qui n'a pas eu d'ancêtres, pas d'antécédent au sein de l'internet pour ce rapport et pour soutenir le

modèle multisectoriel de développement de politique. J'ai participé vendredi dernier à une réunion à l'OCDE à Paris pour célébrer le troisième anniversaire des principes pour créer des politiques internet, où l'on soutenait le développement des politiques multisectorielles, parce que le modèle soutient l'extensibilité mondiale nécessaire. A la fin de cette année il y aura en Turquie un forum de la gouvernance d'internet qui aura lieu au mois de septembre après que l'apport est fait, la réunion des ministres plénipotentiaires, dans sa 10^{ème} conférence d'octobre. En mars, le gouvernement des Etats-Unis a ajouté son apport à l'ordre du jour de la gouvernance de l'internet mondial lorsqu'il a annoncé son intention de faire la transition du rôle de supervision de noms de domaine d'internet appelé les fonctions IANA vers la communauté internet mondiale.

Depuis début 1998 nous avons su que notre rôle au sein de l'IANA allait être temporaire. Nous avons fait cela en premier lieu parce que l'ICANN s'est occupé des fonctions de l'IANA pendant de nombreuses années et a fait des choses très importantes pour améliorer sa reddition de comptes et sa transparence.

Deuxièmement comme nous l'avons vu à Sao Paulo le soutien international s'est accru pour ce modèle multipartite. Nous avons demandé à l'ICANN de réaliser une réunion multipartite pour voir la transition par rapport au rôle joué par mon agenda, le NTIA. Notre rôle est un rôle procédural pour la plupart du temps, la NTIA s'occupe des modifications dans les fichiers de la zone racine. Nous n'avons pas de rôle opérationnel et nous ne faisons pas de changement pour notre compte dans les fichiers de la zone racine pour l'attribution de numéros zippés et de ressources internet.

Lorsque nous avons fait notre annonce, nous avons indiqué quelles étaient les conditions qui doivent être appliquées pour la transition. La proposition doit améliorer le modèle multipartite, dans lequel nous avons évolué et développé cette communauté multisectorielle. Nous avons un soutien très fort de la communauté, plus spécifiquement nous n'accepterons pas de propositions de transition remplaçant la NTIA avec une solution dirigée par une institution intergouvernementale.

Deuxièmement, il faut conserver la stabilité, la flexibilité, la sécurité, du système de nom de domaine et nous avons parlé de tout cela parce qu'il est urgent de maintenir la sécurité et la stabilité.

Nous ouvrons donc toute une vérification sur le rôle de Verisign et de l'ICANN dans ce domaine. Il faut respecter les attentes des clients mondiaux et des partenaires mondiaux de l'internet.

Depuis notre annonce l'ICANN a travaillé avec les organisations de l'internet telles que l'IETF, le comité d'architecture de l'internet, la société internet, les registres régionaux de l'internet et il a établi un processus pour développer le plan sur la base de consultations multipartite et ont commencé en mars à Singapour.

C'est pour cela que vous aurez ensuite davantage de détails sur ce processus dans cette séance.

Le contrat actuel entre l'ICANN et la NTIA, vient à échéance le 30 septembre 2015. Dans la mesure où tous ces projets de cette nature établissent un chronogramme, c'est une bonne date pour que la communauté se serve d'elle comme une date butoir. Nous n'en avons pas une qui soit définitive mais si la communauté a besoin de plus de

temps nous pouvons reporter, proroger encore un contrat après le 30 septembre 2015 pour quatre ans de plus.

Avant que la transition ne soit réalisée, l'internet, la société civile, l'ICANN, les gouvernements, doivent donner un plan pour avoir un nouvel internet avec une plus grande ouverture et une amélioration par rapport à ce qui a été fait jusqu'ici.

Je voudrais d'abord vous suggérer que vous participiez, que vous montriez votre contribution au processus de développement. Nous aurons besoin d'une coordination, vous avez entendu parler d'un groupe de coordination parce que cela vient du besoin mais tout le monde peut apporter sa contribution à ce processus, j'insiste là-dessus.

Deuxièmement, montrer votre soutien au modèle multipartite de gouvernance d'internet, comme toute organisation basée sur le consensus. Il arrive que nous ne puissions pas toujours tout faire fonctionner dès le début mais cela ne signifie pas que le processus a eu un échec, c'est tout simplement une étape.

Il faut aussi tenir compte de l'importance du consensus, non seulement pour les gouvernements qui participent à l'ICANN comme le GAC, comme l'une des parties prenantes. Les gouvernements ont un pouvoir unique qui leur permet de parler au nom de l'intérêt public d'une seule voix. Comme le Ministre Lu Wei l'a dit l'internet ne respecte pas les frontières. Ce n'est pas un pays, ni deux, ni trois ni dix, ne peuvent dire qu'ils parlent au nom de l'intérêt public et cela parait dans les règlements de l'ICANN parce que le GAC peut présenter son avis et sa recommandation d'intérêt public au Conseil d'Administration de l'ICANN, mais la valeur réelle est celle d'un avis obtenu par consensus

entre les gouvernements. Pour éliminer la condition de consensus que nous ferions, finalement c'est affaiblir le rôle des gouvernements au sein de l'ICANN.

Et enfin, nous devrions améliorer la transparence et la responsabilité de l'organisation. Les gouvernements de la Chine, du Danemark, du Costa Rica, de l'Australie et de l'Union Européenne ont fait des contributions très importantes, dans les deux équipes de révision de la transparence et de la responsabilité. Je vous encourage tous à y participer. Merci.

ED VAIZEY :

Merci Larry, je ne suis pas Theresa Swinehart, pour continuer, à parler comme Larry l'a dit.

THERESA SWINEHART :

Ministres, Excellences, c'est un plaisir pour moi de venir parler ici des processus que l'on a menés à bien. Avant de passer à cela je voudrais vous donner le contexte historique. En ce qui concerne les fonctions IANA comme Larry l'a déjà mentionné, le NTIA et le rôle des Etats-Unis, il y a un rôle historique. Il faut revenir aux années 70 avant d'établir l'ICANN, IANA était administrée par quelqu'un qui s'appelait Jon Postel, à l'institut des Sciences de l'Information en Californie et il avait différentes relations contractuelles avec le gouvernement des Etats-Unis. Je veux signaler ceci parce que cela nous connecte à l'ICANN. Après l'explosion de l'utilisation de l'internet on a reconnu qu'on avait besoin d'une structure multisectorielle plus grande, pour remplir ces fonctions. La communauté de l'internet a participé au processus et cela a débouché sur la création de l'ICANN.

En 1998, l'ICANN a commencé à jouer le rôle IANA à l'Université de Californie du Sud, et aujourd'hui IANA était administré par les termes du contrat entre l'ICANN et le gouvernement des Etats-Unis.

La relation d'ICANN avec le gouvernement des Etats-Unis a évolué parallèlement à la globalisation et à l'évolution de l'ICANN. La participation plus vaste des parties prenantes pour ce qui est de l'efficacité de l'ICANN comme l'entité de coordination de la partie technique de l'internet était claire. En conséquence la mondialisation de l'ICANN et le rôle de supervision des fonctions IANA ne sont pas quelque chose de tout neuf.

Le sommet mondial des sociétés de l'information, le CNSI a abordé cette question. L'alignement d'années de débat en ce moment c'est l'opportunité de respecter et de mettre en place le souhait de la communauté globale. A ce propos il est très important de nous rendre compte que c'est l'occasion de participer à ce processus, et nous vous invitons à ce faire. Pour ce qui est du processus lui-même la transition du rôle de supervision des fonctions IANA, le 14 mars, le gouvernement des Etats-Unis a annoncé son intention de faire le transfert du rôle de supervision des fonctions IANA à la communauté globale multipartite.

On a demandé à l'ICANN de créer une proposition pour le rôle de transition du gouvernement des Etats-Unis, on a demandé à l'ICANN d'agir pour organiser toute cette question, compte tenu de son rôle d'administrateur des fonctions IANA depuis 98 et comme coordinateur global du système de noms de domaine de l'internet.

Je veux signaler qu'on a demandé à l'ICANN d'agir comme facilitateur pour que le processus puisse avancer. Il nous faut identifier qu'il y a

certains critères qui ont été établis et qui doivent être respectés pour que cette proposition fonctionne. Ils sont essentiels pour le travail à faire.

Le lancement officiel a été effectué lors de la réunion de l'ICANN à Singapour, l'ICANN a réuni la communauté mondiale, l'ICANN a fait participer les parties prenantes, on a parlé d'un dialogue public et il y a différentes parties prenantes qui ont participé de manière directe, indirecte, différentes parties qui sont venues parler. On a établi un processus qui exprime la diversité des différents points de vue. Ce processus a été publié le 6 juin et il propose la création d'un groupe de coordination avec la représentation des parties prenantes du monde entier et on a mis l'accent sur quelque chose que Larry a mentionné auparavant à savoir que le processus doit être transparent, inclusif, représentatif et doit inclure des multiples parties prenantes.

Le processus lui-même comme la présentation va avoir un groupe de coordination qui va présenter les propositions de transition, en tenant compte des différents besoins de toutes les parties liées aux fonctions IANA et tout en respectant les exigences du NTIA.

Il va y avoir 27 membres, qui représentent 13 communautés différentes, y compris les gouvernements, et il faudrait ici voir une image qui vous montre où chercher toute l'information.

L'appel que l'on a fait dans le document publié le 6 juin demande que chaque communauté représentée dans ce groupe choisisse à partir de processus interne les candidats pour présenter et que ces noms doivent être prêts pour le 2 juillet.

On va préparer la proposition, c'est l'équipe de coordination qui sera la responsable de préparer la proposition pour la transition du rôle de supervision des fonctions IANA. Compte tenu du modèle multipartite et la manière dont les politiques sont créées, le groupe de coordination doit identifier et créer leur propre méthode de travail, même des calendriers pour des réunions en personne que l'on suppose sera tenue vers la mi-juillet.

Il va y avoir différentes manières de participer au processus, il va y avoir des mécanismes pour que le groupe de coordination identifie et soit sûr de pouvoir collecter tout ce que les communautés manifestent. Il y a un débat sur les mécanismes de responsabilité, il y a des documents sur le web, nous recevons toujours la participation et nous sommes reconnaissants, mais comme Larry l'a dit, c'est une fenêtre d'opportunité unique pour notre rôle dans ce processus neutre.

Merci de votre attention.

ED VAIZEY :

On a encore 20 minutes. Je crois que nous allons continuer un petit peu plus parce que j'ai sept orateurs dans ma liste, je ne veux pas trop interrompre. Je vais vous parler d'une nouvelle manière de travailler.

Moi je vais mettre mon chronomètre et je vais vous donner trois minutes mais si vous arrivez à cinq minutes, je devrai intervenir pour vous demander de finir votre allocution.

Joel Kaapanda, le Ministre de la Namibie, je ne sais pas où il est. On va commencer par le Ministre. Je vous demande d'allumer votre micro et de nous adresser la parole. Sinon je reviens vers lui plus tard. Il n'est pas

prêt ? Oui ? Après ? Le Ministre allemand alors. Le Ministre de la technologie de l'Allemagne, Detlef Dauke. Pas de micro ? Ok. Maintenant.

DETLEV DAUKE :

Monsieur le Président, Messieurs Dames, en mars l'administration des Etats-Unis a annoncé qu'elle était prête à céder le contrôle actuel sur le rôle de supervision des fonctions IANA, mené par l'ICANN, tout en signalant qu'il fallait respecter certains critères. Cette transition du rôle de supervision des fonctions IANA montrent le signal positif pour l'ICANN.

Je suis persuadé que l'on a besoin d'une structure de responsabilité pour accompagner ce processus. Le système doit garantir que la responsabilité de l'ICANN vers tous les utilisateurs de l'internet du monde entier soit renforcée. Le gouvernement allemand voit avec plaisir l'annonce du gouvernement des Etats-Unis, l'Allemagne participera activement aux discussions, ici et dans d'autres forums.

Le gouvernement allemand soutient le fait que l'ICANN ne soit pas contrôlée par des gouvernements, ou qu'en réalité, il n'y ait pas des groupes d'intérêt dans le futur. Les gouvernements doivent pouvoir identifier les problèmes, les questions politiques et les questions d'intérêt public. Nous considérons qu'il sera utile d'identifier si les gouvernements ont besoin de quelque chose de plus que d'un avis pour ces questions spécifiques, comme ce que nous avons déjà défini. Cette question peut inclure certains aspects de l'introduction de nouveaux domaines de premier niveau générique comme l'utilisation des noms géographiques.

Toutefois il y a des doutes par rapport aux domaines au niveau avec code géographique et cela doit concerner la souveraineté nationale.

Depuis 99 l'ICANN en tant que société privée a joué un rôle important pour l'internet. C'est juste de le citer comme un système ayant eu du succès. L'Allemagne pense que ce modèle doit être quelque chose de clé pour garantir les procédures et la liberté de l'internet. Je crois que si l'on suit les négociations traditionnelles ce sera un peu compliqué, les opérations par consensus ne sont pas aussi flexibles que ce dont l'internet a besoin.

Bien souvent la communauté technique, les sociétés privées ont le savoir faire nécessaire pour opérer l'internet alors il est nécessaire de commencer à en discuter avec tous les groupes intéressés, en Europe, dans le monde entier, en Allemagne, pour pouvoir parvenir à une conclusion pour adopter une position claire dans l'avenir. Merci.

ED VAIZEY : Merci. 3 minutes 18 secondes.

DETLEF DAUKE : Je suis désolé.

ED VAIZEY : Joel Kaapanda, le Ministre de la Namibie a la charge de la communication et de l'information, va prendre la parole.

JOEL KAAPANDA :

Messieurs Dames, Ministres, fonctionnaires des gouvernements, membres des gouvernements, du Comité consultatif gouvernemental, membres du Conseil d'Administration de l'ICANN, PDG de l'ICANN, et Président de l'ICANN, Messieurs Dame, le gouvernement de la Namibie est ravi d'avoir été invité à participer à cette réunion de haut niveau à l'occasion de la réunion numéro 50 de l'ICANN.

C'est un beau pays et nous comme pays en développement, nous voyons les évènements à la distance mais nous voulons participer au futur de l'internet. C'est la deuxième fois que l'on a organisé une réunion de cette nature avec les réunions publiques de l'ICANN auparavant. On a fait une réunion à Toronto, au Canada. C'est une situation sans précédent à savoir la croissance de l'internet et l'impact dans le monde entier. Cette réunion arrive à un moment très opportun. Si nous regardons la manière dont l'internet est né et s'est développé, on peut l'attribuer à un facteur de succès à savoir la collaboration.

Pendant ses premières il y avait Vint Cerf, Jon Postel, Steve Crocker, et bien d'autres qui ont fait que l'internet fonctionne au fil des ans sur la base du principe multipartite.

Et nous on peut dire que la force la plus importante de la planète a été la coopération humaine. C'est une case pour la construction et pour la destruction, c'est comme à ça que ça s'est passé, c'est une forme de vie pour beaucoup d'habitants, surtout pour les jeunes. L'internet est devenu inséparable du système éducatif, c'est un instrument de plus en plus robuste pour la protection de la souveraineté et la gouvernance de l'internet efficace ne peut pas être réalisée sans l'aide de toutes les personnes concernées.

La nature de l'évolution a fait que toutes les nations du monde entier soient sur un pied d'égalité c'est donc une valeur que l'ICANN soutient et que la Namibie tient à sauvegarder pendant ce processus de transition. Et aussi pendant la transition des fonctions principales du système de noms de domaine.

Nous voyons que la communauté internet mondiale et le rôle de l'ICANN est celui d'assurer l'existence, c'est-à-dire de jouer le rôle de facilitateur pour cette transition de l'autorité des numéros d'internet et aussi la responsabilité de l'ICANN est toujours quelque chose de central pour la communauté globale. Au niveau local nous avons démarré un processus pour la transition de l'administration des TLDs à code géographique de la Namibie, à savoir .NM comme un véritable actif national, pour le bénéfice de tous les habitants de notre pays.

Nous croyons au modèle multipartite avec une approche ouverte basée sur le consensus, capable de guider notre processus de transition au niveau interne dans notre pays, pour arriver à des bonnes conclusions, alors que nous apprenons de meilleures pratiques utilisées dans le monde entier.

Ce modèle est nécessaire, l'innovation, le développement de contenus locaux, a besoin de ce modèle. La Namibie, l'économie numérique a besoin aussi de ce modèle. Nous tenons à remercier les fonctionnaires de l'ICANN de leur soutien pour continuer à discuter de la transition en Namibie. Nous espérons pouvoir arriver à de bons résultats.

Dans l'intérêt de pouvoir parvenir à un internet unique, continuons notre dialogue et trouvons une manière commune d'aborder la question de la gouvernance de l'internet comme cela a été dit au Net Mondial en

2014. Il est aussi important de regarder l'avenir avec l'indépendance des intérêts commerciaux, sur la base de l'accès neutre et ouvert à toutes les ressources. Toutes les parties prenantes doivent y participer. Ici nous avons la force la plus puissante de la planète, à savoir la coopération humaine pour pouvoir parvenir à la construction et à un cadre de régulation efficace de l'internet. Merci Messieurs Dames.

ED VAIZEY : Merci Monsieur le Ministre, je vais demander à José Sanchez du Mexique de prendre la parole.

VICTOR LAGUNES : Bonjour, je vais parler au nom du Secrétaire Ignacio Peralta, je suis Victor Lagunes, j'appartiens au Bureau du Ministre du Mexique. Bonjour chers collègues, bonjour Ministres, Vice-ministres, collègues de la communauté de l'ICANN. Je remercie les efforts, le Royaume-Uni pour les efforts réalisés pour organiser cette réunion qui arrive à point nommé dans ce processus de la gouvernance de l'internet. Nous tenons à remercier le gouvernement mexicain des efforts qui ont été mis en œuvre pour améliorer les services internet.

Depuis le début de son mandat notre Président a travaillé pour maximiser la pénétration de l'internet afin d'augmenter l'impact de l'internet sur l'économie de notre pays. Nous croyons au modèle multipartite comme un moyen de renforcer la gouvernance mondiale de l'internet. C'est pourquoi le Mexique soutient l'engagement pris par la communauté internationale dans l'IGF 2016, une fois que le mandat sera renouvelé par les Nations-Unies.

Aujourd’hui la sécurité, la flexibilité, la stabilité de l’internet doivent être analysées. Nous devons créer un environnement robuste, qui nous permette de créer la confiance nécessaire pour faire évoluer l’internet. La transition des responsabilités des fonctions IANA représente un jalon important c’est pourquoi nous reconnaissons l’importance de la décision prise par les Etats-Unis, car cela va au bénéfice de l’intérêt public.

Le Mexique va continuer à soutenir les efforts pour renforcer la transparence, afin que cette transition puisse avoir lieu au bénéfice de l’intérêt public et non seulement au bénéfice des intérêts commerciaux ou de certains groupes en particulier.

En ce sens nous cherchons des processus pour établir les meilleurs mécanismes de transparence et de responsabilités qui donnent l’opportunité à toutes les parties prenantes de participer à la gestion de ces fonctions IANA.

En tant que gouvernement, nous sommes très inquiets par les délais établis pour le processus de consultation et nous tenons à vous demander de reconsidérer ces délais. L’intégration du groupe de coordination où il n’y aura que deux gouvernements, cela présente une difficulté car cela pourrait empêcher que tous les membres puissent s’exprimer.

Il y a aussi des différences idéologiques, sociales, politiques, et cette diversité peut ne pas être reflétée dans ce petit nombre de représentants.

Finalement la communauté de l'internet va au-delà des adresses et des numéros de l'internet. Le Mexique est convaincu que cette transition se fera avec succès, et cela est établi dans l'agenda de Tunis.

ED VAIZEY : Nous allons donner la parole au représentant du Ministère des Affaires Economiques des Pays-Bas.

HELEEN UIJT DE HAAG : Merci d'avoir essayé au moins de prononcer correctement mon nom. Merci à tous de l'organisation de cette réunion. J'aimerais commencer par exprimer le soutien des Pays-Bas au département du commerce des Etats-Unis dans ce processus de transition des fonctions clé des noms de domaine de l'internet à la communauté multipartite. C'est un jalon qui vient à point nommé et c'est n moment historique. C'est quelque chose d'inévitable, le nombre d'utilisateur d'internet augmente, en dehors des Etats-Unis. Cela veut dire qu'il faut un nouveau mécanisme de supervision qui puisse refléter la nature mondiale de l'internet.

Les Pays-Bas ont toujours défendu l'idée que cette responsabilité de supervision des fonctions IANA soit une responsabilité partagée par les gouvernements, et la communauté mondiale.

Nous croyons que cette supervision doit faire l'objet d'une responsabilité partagée par toutes les parties concernées par les fonctions IANA. Nous les gouvernements, on en fait partie. Nous voulons maintenir un internet stable pour nos citoyens. Qu'ils soient des particuliers ou des entreprises.

Nous croyons aussi à l'autoréglementation comme étant le modèle préféré pour l'internet. Ce modèle a produit des bénéfices économiques et sociaux très importants à échelle mondiale, et nous ne voyons pas pourquoi ce modèle ne pourrait pas fonctionner pour la transition de la supervision des fonctions IANA.

Le mécanisme qui remplace la supervision actuelle, devrait être léger et objectif. Nous voyons que outre la responsabilité, il y a d'autres critères importants dont il faut tenir compte. D'un côté l'indépendance. L'influence politique, commerciale, des entreprises, dans cette supervision devrait être évitée.

Deuxièmement nous croyons que la supervision des multiples parties prenantes devrait refléter la diversité des parties concernées. Merci Monsieur.

ED VAIZEY :

Merci beaucoup. J'aimerais donner la parole à Monsieur Song, Ministre de la Science, d'Ethique et de la Planification de Corée.

KYUNGHEE SONG :

Merci beaucoup Monsieur le Président, nous aimerions remercier l'ICANN et le Ministre Vaizey pour l'organisation de ce forum. Le gouvernement de la Corée est satisfait de pouvoir participer à cette discussion mondiale et nous aimerions partager avec vous l'avis de nos ministères sur les événements récents qui ont eu lieu dans le débat sur la gouvernance de l'internet, notamment en ce qui concerne la transition de la fonction de supervision des fonctions IANA.

Nous félicitons l'ICANN de cet esprit de collaboration dont il a fait preuve, et que l'on a pu voir dans la réunion qui a eu lieu en avril. M. Fadi Chehade dans son discours de ce matin a réaffirmé son engagement vis-à-vis de ce modèle de collaboration pour le renforcement de sa participation parmi les différentes parties prenantes.

La proposition révisée pour ce modèle nouveau est un bon début, pour ce nouveau processus. Cependant, nous croyons qu'il y a d'autres aspects qui doivent être abordés afin que l'on puisse établir un système de gouvernance de l'internet qui réussit. Tout d'abord on sait qu'il y a encore des gouvernements qui ne participent pas encore aux débats récents sur la gouvernance de l'internet. Nous savons aussi qu'il y a d'autres pays qui participent à d'autres forums internationaux, comme celui de l'OIT mais qui ne participent pas encore à l'ICANN.

Cela est dû notamment à un manque de ressources ou à une méconnaissance de l'existence de ces processus dans certains pays en développement. Certains gouvernements ne pensent pas qu'il est important de participer à ces discussions sur la gouvernance mondiale. Nous croyons qu'il faut entreprendre des efforts de diffusion et de sensibilisation pour faire prendre conscience de l'importance de ces aspects. Nous encourageons l'ICANN à renforcer ses activités de sensibilisation, qui permettent la participation d'autres parties concernées.

Le système de gouvernance de l'internet peut substituer s'il représente un effort véritablement mondial. Si on pense au délai de septembre 2015 pour achever cette transition, nous croyons que ce délai n'est pas

suffisant pour permettre à toutes les parties prenantes d'exprimer leur opinion et pour arriver à une solution basée sur le consensus.

Certaines annonces récentes concernant le processus de transition de supervision des fonctions IANA, ne donneront pas le temps suffisant aux parties prenantes de participer aux discussions.

C'est pour cela que nous avons un calendrier très serré et nous demandons à l'ICANN dans la mesure du possible, d'établir des délais adéquats, et nous croyons que le rôle du GAC dans la structure du GAC doit être renforcé.

On reconnaît que les voix du GAC sont de plus en plus respectées depuis 2002 mais, l'état actuel du GAC où il n'y a pas de système de vote je crois que c'est quelque chose qu'il faut reconsidérer afin de mettre en place un système plus formel de travail pour le GAC. Il s'agit peut-être d'une piste à explorer.

Et dernier point on voudrait dire que pour la transition de la supervision des fonctions IANA, on ne peut pas accepter un système à moins qu'il y ait un mécanisme indépendant de contrôle et de vérification que l'on puisse mettre en place. Cela pourra permettre une responsabilité adéquate de la part de l'ICANN. On pourra établir un système de gouvernance véritablement mondial lorsque l'on pourra assurer la transparence et lorsque de cette manière ce système pourra être durable. Nous essayons de renforcer nos efforts pour augmenter la participation au niveau mondial.

ED VAIZEY :

Merci. Fadi et Steve doivent quitter la salle pour aller rejoindre une conférence de presse. Nous avons encore 6 minutes. En fait la séance serait techniquement finie, parce qu'il est déjà l'heure. Il y a quelques minutes encore mais je n'aimerais pas interrompre quelqu'un qui s'exprime. Nous avons encore 7 pays qui souhaitent prendre la parole.

Je vais demander à l'OECD de parler maintenant et par la suite je vais nommer les différents pays qui veulent prendre la parole. Andrew, tu as 3 minutes.

ANDREW WICOFF :

Merci Ministre Vaizey, tel que M. Strickilng l'a dit la semaine dernière, nous avons fêté le troisième anniversaire des principes de politique de l'OECD. Cela a aidé à créer des références par rapport à la transparence et la responsabilité. Comme vous le savez l'OECD joue un rôle important en matière d'internet, pour tout ce qui est lié à la croissance économique, le bien-être social, nous allons avoir une réunion ministérielle qui va se concentrer sur ces points au Mexique en 2016. Nous sommes inquiets non seulement pour les politiques publiques qui façonnent l'internet mais aussi la protection d'entités qui revêtent un intérêt public, comme les organisations intergouvernementales.

J'aimerais insister sur la protection des OIG, l'identité de ces OIG afin de garantir que les OIG puissent développer leur travaux, leurs missions d'intérêt public.

Conformément à ce qui a été dit dans l'avis du GAC, on se sent, car autrement on ne serait pas entrain de profiter ou de mettre à profit les

fonds des contribuables à un moment où un mouvement d'austérité s'installe.

Ce problème a été abordé par le GAC depuis un certain nombre d'années mais la question n'a pas encore été tranchée. C'est pour cela que le Conseil d'Administration devrait se pencher sur cette question.

Merci de m'avoir permis de m'exprimer.

ED VAIZEY :

Ministre Fonseca du Brésil va prendre la parole. Je ne suis peut-être pas la liste ? Monsieur Fonseca ?

BENEDICTO FONSECA FILHO : Tout d'abord je tiens à remercier le gouvernement du Royaume-Uni, je tiens à remercier l'ICANN de l'organisation de cette réunion. Comme le Professeur Virgilio l'a dit, le Président de Net Mondial, Monsieur Virgilio Almeida va parler plus tard, ce que je vais dire maintenant concerne la transition de la supervision des fonctions IANA et de l'annonce faite par le gouvernement des Etats-Unis.

Tout d'abord le gouvernement du Brésil ainsi que les gouvernements présents dans la salle savent qu'il s'agit d'un moment historique car nous avons parlé, nous avons appelé de nos vœux ce moment, c'est pourquoi nous sommes vraiment contents de l'annonce faite par les Etats-Unis, une annonce qui a été certes très opportune, nous serons ravis de participer à ce processus de façon constructive.

Nous sommes d'accord avec les critères établis puisque c'est les bases sur lesquelles nous avons travaillé. Nous sommes vraiment à l'aise avec

ces principes et nous considérons qu’aucun gouvernement ne doit se sentir menacé par un manque de consensus. Il y aura de multiples parties et tous les gouvernements, le secteur privé, les membres de la communauté, toutes les parties vont travailler de concert à ce processus.

Il y a un point spécifique qui est apparu à partir de Net Mondial et cet appel qui a été lancé pour ce processus de transition, un appel qui a été lancé à la communauté plus vaste, qui va au-delà de la communauté de l’ICANN, tout en reconnaissant le rôle singulier de l’ICANN avec ses organisations de soutien et ses comités consultatifs, il faut assurer l’efficacité de ce processus afin que le résultat de ce processus puisse donner lieu à un produit capable d’améliorer la stabilité, la sécurité et la résilience, mais en même temps Net Mondial a lancé un appel pour que ce processus soit encore plus vaste. Il est important pour que le résultat soit légitime, que la communauté en général puisse participer à ce processus, puisqu’il s’agit des réunions de haut niveau pour les gouvernements qui sont présents, il s’agit d’un grand défi. Comme vous le savez il y a encore des pays qui ne participent pas au GAC, mais il existe un certain intérêt pour élargir cet exercice et encourager la participation d’autres gouvernements.

Je suis donc d’accord avec ce qui a été dit par la Ministre de la Corée en ce sens. Nous sommes extrêmement satisfaits de la façon dont ceci a été organisé parce que c’est inclusif, c’est transparent, et cela encourage, à penser que ce processus pourra aller de l’avant, qu’il y a un canal ouvert à la participation.

Ceux qui ne participent pas à ce groupe, je veux que vous sachiez que le processus est ouvert à tous les participants, au-delà de la communauté de l'internet.

ED VAIZEY :

Merci. Je vais demander à Orsen de la Norvège t je vais vous dire une chose. Ca ne vaut plus la peine de remercier qui que ce soit, nous sommes tous contents d'être ici. On peut réduire de 15 secondes vos présentations. Le représentant de la Norvège, merci.

TORSTEIN ORSEN :

Merci Monsieur le Président. Je vais essayer d'être bref. Cette initiative du gouvernement des Etats-Unis de transférer la fonction de supervision des fonctions IANA du DNS à la communauté multipartite, par rapport à cela je tiens à mettre l'accent sur le fait qu'il faut maintenir la sécurité et la stabilité du DNS.

Un autre point que je veux soulever c'est que la responsabilité doit être assurée dans ce nouveau modèle de DNS, il ne faut pas que ce nouveau modèle puisse mettre en péril la souveraineté nationale sur les CCTLDs.

Et finalement pour être vraiment très bref, la Norvège va travailler avec la communauté afin de pouvoir identifier les meilleures solutions dans ce processus de transition.

ED VAIZEY :

Très bien. L'Australie. Madame Cullen.

MARIANNE CULLEN :

Merci. Messieurs Dames, le gouvernement de l'Australie remercie les Etats-Unis pour l'annonce de son intention de transférer la supervision du rôle de la fonction IANA. Nous soutenons ce processus, le GAC a bien avancé dans les politiques d'intérêt public dans le cadre de l'ICANN, y compris une série de sauvegardes en matière de politique concernant le programme des nouveaux GTLDs.

L'un des points forts du GAC c'est qu'il a pu donner un avis de consensus. Cela veut dire que toutes les considérations d'intérêt public, dans les débats de l'ICANN ont pu être considérées. Comme on l'a dit avant, dans le contrat de la NTIA, la fonction de supervision dans la pratique, crée une sensation de confiance dans la communauté d'intérêt. L'annonce des Etats-Unis fait partie de l'évolution naturelle de la mondialisation des fonctions de l'internet. L'Australie considère qu'il est important de ne pas remplacer le rôle symbolique des Etats-Unis par une structure supérieure pour pouvoir avancer.

La gestion du cyber espace ne doit pas dépendre d'un gouvernement, ni être contrôlé par un gouvernement. L'Australie souhaite participer étroitement à ce processus pour pouvoir trouver un modèle adéquat. Nous devons mettre l'accent sur le fait qu'il va s'agir d'un système transparent et responsable, mais il est important aussi que l'on établisse des délais pour ne pas rater cette opportunité merveilleuse qui se présente à nous.

ED VAIZEY :

Je vais demander maintenant à Monsieur Petersen du Danemark de prendre la parole.

FINN PETERSEN :

Merci, merci aux Etats-Unis d’avoir pris cette décision qui est vraiment opportune pour transférer la supervision des fonctions IANA à la communauté multipartite. Nous croyons qu’il s’agit des signaux très importants qui rendent ce modèle multipartite très responsable.

Nous soutenons également la mondialisation de toutes les institutions de gouvernance de l’internet conformément à ce modèle multipartite mais nous croyons qu’il est important également, d’avoir de préserver la stabilité et la sécurité de l’internet, et il est important que l’internet puisse rester libre et ouvert et qu’il soit géré sur la base des principes établis. Nous croyons que dans l’affirmation d’engagements il y a des principes qui peuvent être très utiles, nous accordons beaucoup d’importance au modèle multi parties prenantes, car nous croyons que même s’il peut être perfectionné, c’est un modèle intéressant pour assurer des mécanismes de responsabilité et de transparence ainsi que pour garantir l’équilibre des pouvoirs.

Du point de vue du Danemark nous avons réalisé de grands efforts dans le groupe de travail sur la responsabilité, nous sommes prêts à travailler avec l’ICANN et d’autres pays sur ces questions. Nous attendons avec intérêt le processus du comité de coordination, les gouvernements n’y auront que deux sièges, et puisqu’on parle des pistes de réflexion, je pense que ça en est une. Quand la version préliminaire sera prête, nous allons pouvoir écouter ce que les autres gouvernements ou membres du GAC ont à nous dire.

Le Ministre Vaizey donne la parole à la Suisse.

PHILIPP METZGER : J'aimerais exprimer les remerciements de la Suisse au gouvernement des Etats-Unis et à l'ICANN pour ce processus, cet engagement vis-à-vis de ce processus de transition. Nous allons bien sûr arriver à une annonce de cette transition et par rapport à cette annonce, il y a deux points sur lesquels je voudrais me focaliser, d'un côté les délais et de l'autre côté la sensibilisation et la diffusion.

Je pense que cette transition est très importante pour le fonctionnement de l'internet et c'est pourquoi il faut concevoir le processus, évaluer le résultat très attentivement de façon inclusive, il faut prendre le temps de le faire. Je pense à ce que disent les Français il faut donner du temps au temps. Je pense que vous voyez aussi qu'il faut du temps pour pouvoir mener à bien ce processus et il faut établir les priorités.

Mon dernier point concerne la diffusion et la sensibilisation, il est très important que le débat puisse s'élargir au-delà de la communauté de l'ICANN ici présente pour que l'on puisse débattre de ce processus dans d'autres forums notamment au sein de l'IGF.

ED VAIZEY : Je donne la parole au Ministre de la Russie.

IGOR MILASHEVSKIY : Merci Monsieur le Président. Chers invités, Excellence, je vais parler en Russe. Aujourd'hui avec la communauté mondiale nous participons à des discussions très importantes sur la gouvernance de l'internet. Il y a des défis techniques, sociaux, opérationnels, et il y a une certaine contradiction entre une fonction centralisée ou décentralisée de

l'internet, il y a beaucoup de menaces qui pèsent sur la sécurité de l'internet, et nous avons besoin de mécanismes véritables, de responsabilité et de transparence pour la gouvernance de l'internet.

En ce qui concerne les instruments de politique, ils doivent respecter les droits des utilisateurs finaux et c'est pour cela qu'il faut renforcer la confiance vis-à-vis des gouvernements et de toutes les parties prenantes dans leurs rôles respectifs.

Nous croyons qu'il est nécessaire de procéder par étape pour diviser la fonction critique et la séparer de la gestion de l'internet et pour définir des politiques universelles en matière d'identificateur unique de l'internet.

Nous devons considérer également la séparation des fonctions administratives et les fonctions d'allocations de ressources critiques de l'internet et pouvoir contrôler tout cela par le biais de politiques.

En ce qui concerne les fonctions techniques, nous devons examiner la zone racine de l'IANA, les fonctions liées à la zone racine de l'IANA, en même temps nous devons nous assurer qu'il y ait des mécanismes pour renforcer la responsabilité de toutes ces fonctions y compris des audits externes et des mécanismes de surveillance.

Toutes ces suggestions ont été faites par des experts et j'ai une question pour le Ministre Strickling, pourquoi ne pas essayer de construire un modèle clair où les fonctions techniques seraient séparées des fonctions de gestion ? Merci.

ED VAIZEY : Je pense que Larry voudrait répondre mais je ne vais pas le laisser. On va d’abord donner la parole au Ministre de l’Egypte et après peut-être Larry voudra répondre. J’ai l’Iran et l’Egypte qui voudraient prendre la parole.

KAVOUSS ARASTEH : Merci à tous. Merci Monsieur le Président. Dans cette approche multi parties prenantes il faut définir clairement quelles sont les unités constitutives de cette approche multipartite. Quelles en sont les droits et les obligations, quelle est la légitimité de chacune de ces unités constitutives. Et il nous faut également savoir où se place chacune de ces unités constitutives. La transition de ces fonctions de surveillance de l’IANA doit être accompagnée d’un mécanisme de responsabilité ou de reddition de comptes de l’entité qui assurera ces fonctions.

En ce qui concerne la reddition de compte il faut séparer la mise en œuvre des politiques de développement des politiques elles-mêmes car cela est mélangé, il faut le séparer.

En ce qui concerne la fonction des gouvernements, le rôle des gouvernements dans cet internet mondialisé, il faut réfléchir à cette question pour essayer d’améliorer le rôle des gouvernements. Et finalement le rôle des gouvernements aussi bien au sein du groupe de coordination pour la transition que au sein du groupe de travail pour la reddition de comptes doit être renforcé pour que les représentants passent de deux à un minimum de cinq afin que l’on puisse avoir une représentation régionale et une participation élargie.

Finalement la discussion sur la responsabilité de l'ICANN est pertinente et nous suggérons d'intégrer ces deux processus avant de développer la proposition finale de la transition de la surveillance des fonctions IANA.

ED VAIZEY : Comme l'Egypte a été très brève je vais inviter le Ministre du Qatar. Vous avez vraiment très peu de temps. Parce qu'on va aller faire la pause très bientôt.

HESSA SULTAN AL-JABER : Le Qatar tient à remercier le gouvernement des Etats-Unis et lui exprimer son soutien dans ce processus de transition de la supervision des fonctions IANA à une entité multipartite mondiale. Nous soutenons l'internationalisation de la fonction de l'ICANN. Cela arrive à un moment important de la gouvernance de l'internet. Nous croyons que ce nouveau modèle de gestion pourra aider à ce que l'internet soit libre, affranchi du contrôle d'un seul gouvernement.

En ce qui concerne le secteur auquel nous appartenons, nous croyons que tous les secteurs, la communauté technique, universitaire etc. doivent travailler ensemble pour que l'internet reste ouvert sur, pour préserver la vie privée des utilisateurs.

ED VAIZEY : Nous arrivons à la fin de notre session mais je vais demander à Larry Strickling de commenter la réponse qui a été faite. Je dois partir malheureusement vous serez privés de ma compagnie cet après-midi, je

sais que vous ne serez pas contents que je ne sois pas là. Je voulais juste vous le dire.

LARRY STRICKLING : J'aimerais répondre à la question d'Igor. La question c'est qu'une fois que l'on a fait l'annonce, la communauté mondiale de l'internet doit décider de la façon dont elle va avancer. Je vous encourage donc à poser votre question dans le cadre de ce processus.

ED VAIZEY : Je donne la parole à Nigel Hickson.

NIGEL HICKSON : Merci. Le repas pour les chefs de délégation sera servi au 23^{ème} étage, au restaurant de l'hôtel. J'aimerais que l'on se retrouve ici dans une heure ; pour les observateurs qui sont dans la salle, nous allons réaménager la salle, donc on vous prie de prendre vos affaires.

ED VAIZEY : Dans cette session, 15 pays ont eu l'opportunité de participer et je remercie tous les participants de ce soutien. Merci.

[PAUSE DEJEUNER]

SUE OWEN :

Je vous demande de prendre vos places pour pouvoir commencer notre session de cet après-midi, merci.

Je voudrais commencer cette session dans une minute s'il vous plait.

Orateurs, oratrices non identifiés, soyez les bienvenus après le déjeuner. Je suis la Secrétaire permanente du Ministère de la Culture, des Télécommunications, des Sports. Je m'appelle Sue Owen et je vais présider cette réunion. Le Ministre est occupé avec des questions parlementaires mais il reprendra la présidence dès qu'il sera revenu, dans une heure, une heure et demie.

Vous aurez donc à me supporter passer la parole à Heather Dryden, Présidente du Comité Consultatif Gouvernemental, le GAC, elle va décrire le rôle joué par les gouvernements ans les modèles multipartites de l'ICANN et la manière dont le GAC contribue au processus de développement de politiques de l'ICANN, et elle va nous donner un panorama des 4 dernières années sous sa présidence et voir comment dorénavant ion peut renforcer le GAC au fur et à mesure de l'augmentation de ses membres, à ce jour 140 gouvernements ainsi que les territoires désignés ainsi que les OIG et les observateurs. Heather je vous passe la parole.

HEATHER DRYDEN :

Merci de votre présentation. Je voudrais démarrer en vous parlant du Comité Consultatif Gouvernemental de l'ICANN, le GAC, il s'agit d'une organisation que j'ai le privilège de présider depuis ces 4 dernières années.

Comme point de départ nous pouvons prendre ce que d'autres pensent du GAC. Oscar Wilde dans le portrait de Dorian Gray, disait qu'il n'y a qu'une seule chose au monde pire qu'on parle, c'est que les jeunes ne parlent pas de nous. Ce n'est pas un péril pour nous, les gens à l'ICANN ont des opinions alors le commentaire de la communauté de l'ICANN semblerait passer du fait que le GAC n'a pas suffisamment d'influence pour dire maintenant que nous avons trop d'influence. Ceci pourrait être perçu comme un progrès pour les membres du GAC mais je veux vous parler aujourd'hui de la manière dont le GAC travaille et quelles sont les réussites. Nous avons une histoire positive à partager avec vous. Je veux aussi parler en termes plus généraux du rôle des gouvernements au sein de l'ICANN.

L'ICANN participe et communique avec les organes gouvernementaux et par le biais du GAC. L'ICANN fait cela pour de très bonnes raisons. Je veux aussi faire quelques réflexions sur pourquoi l'ICANN a besoin du GAC et pourquoi les gouvernements ont besoin d'un GAC, je vais essayer de vous l'expliquer.

Pour ce qui est du rôle du GAC au sein de l'ICANN, il faut aller en 1998 lorsque des gouvernements ont soutenu le modèle. Ce ne devait pas suggérer qu'à ce moment là les gouvernements avaient une idée claire du système du nom de domaine mais c'était clair que l'infrastructure internet allait évoluer et que les normes et l'administration allaient être établies de manière ascendante et pas du haut vers le bas et qu'il y aurait un nouveau type d'organe de coordination globale qu'il valait la peine de connaître.

L'ICANN est entré en contact avec les gouvernements dès les premiers jours, quand on a commencé à travailler avec les CCTLDs. Il y en a qui étaient administrées par des autorités gouvernementales, par des organes techniques ou particuliers, et d'autres par des intérêts commerciaux privés, dans ce que l'on appelait arrangement colorés.

L'ICANN a travaillé avec les communautés locales de l'internet et avec les gouvernements et aujourd'hui on a une communauté de soutien très importante dans le cadre de l'ICANN, connue comme l'organisation de soutien aux noms génériques.

L'une des manières où l'on établit et on montre la coopération entre le GAC et la CCNSO c'est à travers l'identification du cadre basé sur des principes pour la délégation et la re-délégation des codes géographiques.

Je vais vous parler davantage plus tard mais le mandat est vraiment vaste, donner l'avis à l'ICANN sur des questions de politiques publiques, c'est là que vient la responsabilité de l'ICANN.

Les gouvernements et les OIG, jouent un rôle central dans le modèle de l'ICANN à différents niveaux. Le principal canal de participation est à travers la participation collective et coordonnées de plus en plus de gouvernements à travers le GAC. Merci. Nous voyons cela à travers les groupes spécialisés, où sont les organismes d'application de la loi qui ont aussi un intérêt particulier dans les questions qui sont dans le cadre opérationnel de l'ICANN.

Alors pourquoi on a besoin du GAC à l'ICANN ? En principe parce que les statuts de l'ICANN exigent l'existence d'un comité consultatif

gouvernemental. La principale raison est de voir l'importance du point de vue des activités des perspectives des politiques publiques, et le monde réel a aussi besoin que les gouvernements voient cela. Il y a des questions pratiques. L'ICANN se rend compte qu'il y a un bénéfice du fait de travailler avec les fonctionnaires du gouvernement qui sont familiarisés avec le système des noms de domaine et il a des questions de sauvegarde pour les GTLDs qui peuvent aussi notamment lorsque l'on tient compte d'expériences régulatrices des politiques que nous possédons. Le GAC ajoute une valeur réelle au travail de l'ICANN, il aide l'ICANN à être proactive en matière de politiques publiques c'est pour cela que nous essayons de participer aux premières étapes de développement de politiques.

Pourquoi les OIG et le gouvernement ont besoin du GAC ? Parce que nous voulons une voix commune qui soit écoutée par le Conseil d'Administration de l'ICANN.

C'est un lien direct renforcé par les statuts et si le Conseil rejette cela il doit expliquer publiquement les raisons pour lesquelles ce n'est pas le cas et essayer de concilier les différences.

Le GAC donne aussi au gouvernement l'accès au processus de politiques de développement, aux politiques d'autres domaines de l'ICANN, comme par exemple l'organisation de soutien aux extensions génériques, la GNSO avec laquelle on travaille pour partager des informations et l'organisation de soutien aux noms de codes géographiques, j'ai déjà mentionné avec qui nous avons travaillé avec succès.

Le gouvernement et l'ICANN ont un intérêt commun à participer à l'identification précoce pour ce qui est des questions de politiques publiques. Personne ne veut que tout se passe mal et qu'il ya ait des malentendus au fur et à mesure du développement du processus.

Nous savons que ceci c'est le cœur de la question pour nous assurer que le modèle fonctionne au sein de l'ICANN et que l'on travaille bien avec les gouvernements. L'ICANN offre des meilleurs mécanismes pour les gouvernements en faveur de la pro activité pour travailler en coopération au bénéfice des intérêts des représentants des parties prenantes et transparentes pour les gouvernements et l'ICANN.

Vous pouvez nous voir ici à Londres pour voir comment ça se passe au niveau de nos réunions, nous avons des réunions ouvertes, sauf la fin de la rédaction du communiqué, à savoir le document que nous produisons à la fin de ces réunions.

Les membres du GAC peuvent être des gouvernements nationaux et des économies reconnues dans des forums internationaux et normalement ils peuvent travailler en tant qu'observateurs.

Il y a actuellement 141 membres du GAC et 31 observateurs. On devient de plus en plus nombreux et pour devenir membre il faut respecter certaines modalités, la plupart des réunions traitent les questions du GAC en personne, on se réunit trois fois par an pendant les réunions de l'ICANN et nous travaillons beaucoup entre les réunions comme dans beaucoup d'autres groupes d'ailleurs. Il y a beaucoup d'activités en cours. Aux fins de donner l'avis à l'ICANN, le GAC travaille sur la base du consensus et c'est justement très important pour l'ICANN. Cet avis est publié sous forme d'un communiqué, le GAC reçoit le soutien

administratif du personnel de l'ICANN et le soutien des fonctions de secrétariat, d'une société australienne, engagée à ces fins, à siéger, et la participation reflète le souhait du GAC d'être indépendant de l'ICANN.

Le GAC est aussi soutenu du point de vue financier par plusieurs pays membres du GAC. Pour ce qui est des réussites des 15 dernières années je vais mentionner tout simplement quelques unes.

J'ai mentionné les principes de délégation de CCTLDs et là nous avons l'introduction des codes de script en latin ou les noms de domaines internationalisés, sous forme de code géographiques, comme une grande réussite, pour un grand nombre de gouvernements.

Pour ce qui est de la sauvegarde des domaines génériques de premier niveau, suivant le nouveau programme, ce programme est vraiment très vaste et contient beaucoup de questions et le GAC a joué un rôle très spécial, il a fait des commentaires sur le programme des réglementations et sur les noms de domaines, tout spécialement sensibles.

D'une certaine manière, le GAC a été juge et partie, alors pour que l'ICANN accepte l'avis du GAC sur les sauvegardes pour le programme, pour ces domaines de premier niveau, on a émis différents avis qui comprennent la protection des consommateurs, les considérations sur l'application de la loi, le besoin d'avoir des candidatures avec le soutien des communautés, et cela a inclus les pays en développement et les régions en développement.

Il y a un intérêt public significatif et l'on mentionne d'autres avis comme par exemple ceux émis pendant les quatre dernières réunions où l'on a

traité des questions qui ont trait à des chaînes de caractères proposées dans le cadre du programme, cela veut dire des noms avec des implications religieuses, géographiques, etc. et le conseil a répondu de manière constructive à l'avis du GAC.

Pour ce qui est de la diffusion externe et le renforcement de capacité, au GAC nous recevons des rapports mis à jour sur des questions traitées à l'ICANN et nous avons le soutien au déplacement pour les réunions de l'ICANN, pour les pays en développement et nous avons aussi le service de traduction et d'interprétation.

En ce qui concerne la transparence et la responsabilité de l'ICANN, voilà un autre volet où l'ICANN a fait beaucoup de progrès, ils ont beaucoup d'expérience à apporter en la matière et on peut dire que ce sont vraiment les points de départ des gouvernements pour leur participation à l'ICANN.

D'ici à l'avenir on peut dire que l'ICANN évolue et le GAC doit aussi évoluer. Le GAC ne doit pas s'éloigner de l'ICANN dans l'étape actuelle du traitement de la gouvernance d'internet s'y incluent bien plus de choses que l'ICANN mais l'ICANN joue un rôle important dans ces débats.

Le rôle du GAC dans ce cadre est doublement significatif. Le GAC offre aux gouvernements un espace pour que ces gouvernements puissent manifester leur opinion sur différentes questions, par exemple d'autres organisations techniques n'ont pas un comité consultatif gouvernemental alors cela établit une liaison pour travailler sur ces questions.

Le GAC considère la manière de participer aux deux processus liés à la proposition pour faire la transition du rôle de supervision des fonctions IANA du gouvernement des Etats-Unis et aussi ici les membres du gouvernement sont très intéressés, très motivés pour faire leurs apports à propos de ces questions.

Toutefois le GAC a des antécédents de réussite mais beaucoup de travail et il est possible qu'à l'avenir il y aura des effets contre productifs et que le GAC devienne éloigné de l'ICANN et ne sera pas concerné dans des processus de l'organisation, et que le GAC soit focalisé de plus en plus vers son intérieur alors le GAC doit devenir de plus en plus pertinent pour l'ICANN. La nature fermée ne permet pas cette approche, alors il faut viser au résultat positif de politiques publiques et cela veut dire que le travail pour le gouvernement du GAC et le personnel de soutien doivent consacrer le temps et les efforts suffisants pour travailler dans ces domaines.

Une autre possibilité c'est que le GAC devienne un espace intergouvernemental qui va exercer une pression sur le modèle qui doit répondre aux événements et qui doit avancer rapidement et le GAC au fur et à mesure de sa croissance a besoin de plus de temps pour influencer ces processus et le GAC doit viser à devenir, à continuer à être efficace dans ce cadre.

Je considère que la meilleure manière d'avancer c'est celle où on aura les compétences centrales du GAC et les meilleures capacités opérationnelles c'est-à-dire ne pas changer les aspects fondamentaux et de la sorte le GAC peut continuer à avoir une voix capable d'influencer l'ICANN pour aider au travail dans ce cadre. Merci beaucoup.

SUE OWEN :

Merci Heather, vraiment c'est très important de connaître tout le travail effectué par le GAC, les méthodes utilisées pour assurer les révisions de la responsabilité et la transparence. J'ai beaucoup de demandes de parole. Nous avons 30 minutes maximum pour être juste avec tout le monde je vais vous demander d'être brefs. J'ai au moins dix demandes de parole. En premier lieu je passe la parole à l'Espagne, au Secrétaire d'Etat pour les télécommunications.

ESPAGNE :

Merci, bonjour à tous, je remercie le Royaume-Uni et notre Présidente d'avoir très bien conduit cette réunion. L'Espagne donne son soutien au modèle multipartite et reçoit avec plaisir la mondialisation de l'ICANN. Nous avons participé activement au processus aussi bien comme pays qu'en coordination avec le reste des pays de l'Union Européenne sous le leadership de Neelie Kroes.

Il y a aussi l'expansion et l'interaction avec le reste de la communauté. Nous voulons donc signaler que nous avons besoin d'améliorer les méthodes de travail interne du GAC, dans la structure de l'ICANN, et à cette fin, l'Espagne a dirigé le groupe de travail des méthodes de travail de l'ICANN qui vont être soumises à leur approbation pendant cette réunion.

Nous voudrions aussi voir une plus grande présence du GAC dans le groupe de coordination. Je dois dire aussi comme un exemple des procédures qui n'ont pas été résolues, c'est la controverse du .WINE dont on a parlé ce matin. J'ai une grande confiance de pouvoir arriver à

un consensus sur cette question pendant cette semaine, cette question si spéciale. Un consensus qui nous donne suffisamment de temps pour faire face aux enjeux de l'avenir avec confiance.

SUE OWEN : Merci beaucoup, maintenant Jose Sanchez, Directeur des télécommunications du Mexique. Monsieur Sanchez ?

VICTOR LAGUNES : Bonjour, je parle au nom du Secrétaire Jose Sanchez, je suis Victor Lagunes j'appartiens au Bureau du Ministère. Le Mexique considère que la participation des gouvernements à ce processus est importante, aux côtés de la communauté technique, de l'université et des autres communautés, afin de promouvoir la liberté et les droits fondamentaux.

Le Mexique reconnaît également la nature ouverte et mondiale de l'internet ainsi que sa nature, son caractère de moteur pour pouvoir promouvoir la croissance. Et notamment la liberté d'expression.

Conformément à l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits Internationaux civils et politiques nous reconnaissons que l'internet est une ressource mondiale non morcelée. On reconnaît que les droits de l'homme doivent orienter la gouvernance de l'internet, que nous devons renforcer les principes de gouvernance de l'internet, promouvoir le dialogue au niveau régional et national avec les parties intéressées.

Nous reconnaissons également que l'IGF est un des forums clé pour débattre de ces sujets liés à la gouvernance de l'internet. Nous reconnaissons que la gouvernance de l'internet est le résultat de l'IGF et

que cette gouvernance peut être appliquée dans d'autres forums et d'autres scénarios.

Nous identifions des conflits de juridictions autour de l'internet qui peuvent être résolus grâce à la coopération internationale. Il est important de créer un observatoire sur la politique mondiale de l'internet, qui nous permette de renforcer les caractéristiques socio-économiques et l'identité culturelle des peuples.

SUE OWEN :

Merci. Le Ministre du Portugal, de la Science et de la Communication. Docteur Ali Abbasov de l'Azerbaïdjan.

ALI ABBAZOV :

Madame la Présidente, c'est notre responsabilité de participer à la réunion de haut niveau de l'ICANN 50. Au cours des dernières années la visibilité de l'ICANN a été de plus en plus importante. Avec le leadership de l'ICANN et le renforcement de la collaboration avec d'autres forums de gouvernance de l'internet, nous essayons de mettre en place certaines réformes.

En ce sens nous remercions la NTIA pour la décision prise de transférer une partie des fonctions du système de noms de domaine de l'internet à un modèle multi parties prenantes mondiales. Nous croyons que ce processus qui va conclure avec succès avant septembre 2015, et à la lumière de la réunion de l'IGF à Istanbul, permettront d'atteindre ces objectifs.

Nous croyons que les principes établis à Net Mondial devront être conférés dans ces discussions. Nous apprécions la déclaration de Net Mondial et la feuille de route adoptée pour l'avenir de l'internet.

En 2012, Azerbaijan a été le pays hôte de l'IGF, nous avons participé activement au processus du SMSI jusqu'en 2013. Nous essayons de contribuer à ce processus permanent en considérant le dialogue comme une plateforme pour parvenir à des résultats concrets.

J'aimerais également mentionner que le rôle, j'aimerais parler du rôle du GAC dans ce processus de coordination. Je pense que le GAC a fait un grand travail à Singapour qu'il faut reconnaître. On a parlé de différents sujets et des recommandations ont été élaborées.

Nous proposons également que l'on augmente le nombre de sièges alloués aux membres du GAC dans le groupe de coordination. Il serait adéquat de considérer les candidats de l'UIT dans ce groupe. Envisager la possibilité d'introduire des candidats de l'UIT dans ce groupe. Il nous faut envisager la participation de multiples parties prenantes.

SUE OWEN : Le Directeur de la Sécurité de l'Information de l'Indonésie

BAMBANG HERU TJAHJONO : Merci Madame la Présidente, bonjour à tous. Nous savons qu'actuellement la gouvernance mondiale de l'internet doit être restructurée. C'est un débat qui a eu lieu dans la conférence de l'ICANN n°42 et à Net Mondial. Il est clair qu'il est important pour la

communauté mondiale de renforcer le débat par rapport à certains sujets liés à la gouvernance de l'internet.

Le processus de restructuration de la gouvernance de l'internet doit être soutenu par les gouvernements. Dans ce contexte l'Indonésie salue l'initiative du Royaume-Uni de tenir cette deuxième réunion. Il faut dire aussi que ce nouvel horizon de l'internet, on peut répondre à l'introduction de différents autres noms de domaine. Cette initiative a développé davantage l'internet, cette introduction de nouveaux noms de domaine a créé des débats internes parmi les membres du GAC et parmi les membres du GAC et d'autres comités.

L'ICANN et le GAC devraient renforcer le dialogue pour résoudre les problèmes qui pourraient se présenter à l'avenir.

Deuxièmement il est nécessaire de bien comprendre que l'internet ait une connexion mondiale qui permette de transférer librement les contenus. Or comme les cultures et les traditions des pays varient, un principe de base consiste à respecter les cultures, les religions de chacun des pays, il est très important que toutes les parties prenantes s'assurent que l'internet mondial sera utilisé au bénéfice de l'humanité, afin que les personnes puissent être de plus en plus proches. Pour rapprocher les gens.

J'aimerais aussi évoquer le développement rapide des technologies de l'internet, l'internet des objets, la technologie satellitaire, larges bandes, ce ne sont que quelques exemples, nous avons beaucoup de technologies qui se développent, des technologies multipartites au niveau mondial. Nous parlons de toutes les parties prenantes y compris le

GAC, capables de créer des capacités pour améliorer la technologie pour tous. L'ICANN peut bien entendu faciliter la réponse à ces besoins.

SUE OWEN : Merci. Je vais appeler Monsieur Henrik Ishihara du Ministère de Communication de la Suède.

HENRIK ISHIHARA : Merci le Royaume-Uni pour cette réunion. Nous savons que le GAC est un comité multilatéral qui contribue à l'élaboration des politiques publiques. Les gouvernements ont une méthodologie pour développer les politiques publiques et les gouvernements ont l'autorité sur les politiques publiques. Or on reconnaît qu'il y a d'autres acteurs qui ont des intérêts légitimes par rapport à des questions liées à la politique publique.

La politique publique n'est pas le seul intérêt de la gouvernance de l'internet. Les parties prenantes de la société civile, des entreprises, des communautés techniques, des gouvernements et des universités ont fait des contributions importantes pour le développement de l'internet.

Un développement continu de l'internet exige de nous un équilibre entre différents intérêts pour qu'il n'y ait pas un seul groupe qui domine ou qui prévaut par rapport aux autres. Et le plus important, cela ne relève pas uniquement du Conseil d'Administration de l'ICANN, il y a des intérêts concernant les politiques publiques, mais il y a d'autres intérêts légitimes.

Le Conseil d'Administration de l'ICANN est obligé par les statuts de considérer la politique publique et de tenir compte de l'avis du GAC lorsqu'il existe des difficultés par rapport à cet avis.

La Suède considère qu'augmenter l'influence des gouvernements au détriment de l'influence d'autres parties prenantes découragerait l'innovation et le développement de l'internet.

Notre soutien au modèle multipartite est basé sur notre croyance qu'il s'agit du seul modèle capable de créer un développement technologique et des solutions pour l'avenir, et le seul modèle capable de préserver la nature ouverte de l'internet.

Cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'un modèle parfait, lorsqu'on examine quel est le rôle des gouvernements et comment ce rôle peut être amélioré, on peut dire que la responsabilité peut être améliorée pour que les parties prenantes puissent résoudre les conflits qui existent en matière des décisions prises.

Nous soutenons donc la poursuite du travail pour renforcer ce modèle multipartite.

SUE OWEN :

Merci. Je vais appeler un autre participant du Comité International du croissant rouge et de la Croix Rouge. Sil vous plait.

CHARLOTTE LINDSEY :

Merci aux hôtes de la réunion, je prends la parole au nom du Comité International de la Croix Rouge et du croissant rouge qui a un rôle qui lui a été confié par les différents états.

Nous sommes 189 sociétés au sein de cette société. Notre travail est reconnu par tous les états en leur condition, en tant que partie de la protection des victimes de guerre.

En 2011 le GAC a reconnu l'obligation de protéger ces noms de domaine et que cela devrait être élargi aux noms de domaine au premier et au second niveau.

Malgré cet avis, la question de la protection de nos de domaine reste encore non résolue. Nous demandons à ce que ce problème soit résolu, non pas en tant qu'une politiques commerciale mais en tant que reconnaissance des droits légitimes et des dangers que pourrait entrainer la mauvaise utilisation de ces noms de domaine dans l'internet.

SUE OWEN :

Merci. Heleen Uijt de Haag du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

HELEEN UIJT DE HAAG :

Je voudrais me focaliser sur deux points en particulier. La participation et la légitimité. Le rôle du GAC consiste à canaliser les contributions des gouvernements de façon plus générale au niveau international à ce processus de l'ICANN.

Le GAC compte plus de 130 membres mais moins de la moitié assistent de façon régulière aux réunions du GAC, il n'y a qu'un petit nombre de ces membres qui participent de façon active à ces discussions.

Même s'il y a eu beaucoup d'initiatives valables qui ont été adoptées pour encourager toutes ces participations, malgré toutes ces initiatives, on n'a pas encore constaté un changement important au niveau de ces comportements.

Nous croyons donc qu'il est nécessaire de renforcer les initiatives actuelles. Nous voyons que le groupe de travail qui analyse les méthodes de travail du GAC a conçu un plan avec des recommandations concrètes qui seront approuvées dans cette réunion et nous savons que le GAC est soutenu par un secrétariat professionnel, pour nous les Pays-Bas et pour les autres pays qui contribuent financièrement au GAC c'est un résultat très satisfaisant. Nous avons beaucoup défendu l'idée de pouvoir compter sur un secrétariat professionnel et tous ces efforts permettront aux membres du GAC d'avoir un niveau d'informations plus important afin qu'ils puissent mieux participer aux activités du GAC.

Il y a aussi un aspect extérieur à savoir que le GAC doit diffuser, sensibiliser les personnes par rapport à son travail et faire passer les informations de ce qu'elle fait auprès d'autres forums, c'est ce qu'il faut démontrer.

SUE OWEN : J'ai Madame Olga Cavalli d'Argentine.

OLGA CAVALLI : Merci. Au nom du gouvernement de l'Argentine je vais parler en Espagnol. L'Argentine remercie les organisateurs de cette réunion de haut niveau dans le cadre de cette 50^{ème} réunion de l'ICANN.

En ce qui concerne le rôle des gouvernements dans l'ICANN et pour renforcer le débat et les positions des gouvernements au niveau national, l'Argentine a créé la Commission Nationale des politiques d'internet, dirigée par le Secrétariat des Communications du Ministère de Planification Fédérale, d'Investissements Publics et des Services.

Cette commission a pour but de coordonner toutes les actions liées à l'internet au niveau national et parler d'une même voix dans les forums nationaux et internationaux dans le Comité Consultatif Gouvernemental, le GAC.

L'Argentine participe activement au GAC et en ce sens, elle veut souligner l'importance qu'aura une représentation pertinente du GAC au sein du Comité de coordination dans le processus de transition de la supervision des fonctions IANA qui doit refléter la diversité et les intérêts de tous les pays.

L'Argentine travaille pour participer à l'ICANN et à des forums régionaux et nationaux, pour renforcer la coopération dans des domaines tels que la gouvernance de l'internet. En ce sens, l'Argentine soutient le modèle multi parties prenantes et remercie le gouvernement du Brésil l'organisation de Net Mondial où elle a participé en tant que pays coorganisateur. Merci beaucoup.

SUE OWEN :

Merci beaucoup. Phillip Metzger de la Suisse.

PHILLIP METZGER :

Merci beaucoup Madame la Présidente, je voudrais juste partager quelques réflexions par rapport au rôle du GAC du point de vue la Suisse, et ce qu'implique le renforcement de ce rôle. Bien entendu le point de départ c'est que le GAC est ici pour concilier l'ICANN par rapport à des questions relatives aux intérêts mondiaux, aux intérêts de politiques publiques et cela est vraiment large, car l'intérêt public est composé des intérêts spécifiques et différents qui sont liés à différentes cultures, différentes économies, différentes sociétés, donc le GAC doit être renforcé au niveau de ses capacités afin de pouvoir identifier et de pouvoir signaler ces problèmes en matière de politiques d'intérêt public.

Je vais aborder trois aspects. Le point de départ, c'est que nous croyons qu'un ensemble commun de principes communs, notamment en matière de droits de l'homme et comme l'a dit le Mexique, est très important.

Deuxièmement, comme cela a été dit par les Pays-Bas, la participation active, nous avons une participation assez limitée, je pense qu'il faut encourager cette participation, bien entendu cela implique le fait de pouvoir mettre à disposition des pays les plus petits les ressources nécessaires pour pouvoir participer. Non seulement un soutien financier mais aussi un soutien plus étendu pour qu'ils puissent comprendre et participer aux problèmes traités et le troisième point, c'est l'efficacité des méthodes de travail du GAC, l'Espagne a entrepris un travail important en ce sens pour essayer de renforcer les méthodes de travail, pour être plus discipliné, je pense que nous avons écouté le témoignage de la Croix Rouge, en ce qui concerne la protection de ces noms de domaine, et on voit là qu'il faut améliorer notre efficacité.

J'ai l'impression après avoir écouté les gens qui m'ont précédé qu'il y a un consensus assez large en ce qui concerne les enjeux et les difficultés auxquelles nous sommes confrontés au sein du GAC. Merci beaucoup.

SUE OWEN : Merci beaucoup. Rita Forsi, du Ministère de l'Italie.

RITA FORSI : Bonjour, merci Madame la Présidente. Chers Ministres, collègues, membres de la communauté de l'ICANN, mes salutations, je vous transmets les salutations du Ministre des Communications de l'Italie qui n'a pas pu assister à cette réunion. Au nom du gouvernement italien je tiens à remercier le Royaume-Uni pour l'organisation de cet évènement.

Dans quelques jours l'Italie va présider l'Union Européenne et la gouvernance de l'internet sera l'un des points principaux de notre plan d'action. Le gouvernement italien promeut le modèle multipartite, pour la gouvernance de l'internet.

L'Italie salue le programme de mondialisation de la gouvernance de l'internet, il nous faut travailler de concert avec le GAC, avec d'autres unités constitutives pour rendre ce rôle du GAC plus transparent et le reformuler.

La question de .WINE et de .VIN a été un problème pour le GAC, c'est pour cela que notre engagement, nous nous engageons à éviter que ces situations se reproduisent.

Le programme des nouveaux GTLDs doit aborder les inquiétudes en matière de politiques publiques. Nous ne parlons pas ici de problèmes

commerciaux, mais de questions sensibles du point de vue politique. Pour tous les problèmes liés aux intérêts publics, pour éviter l'utilisation frauduleuse des indicateurs géographiques, c'est pour cela qu'il, nous faut que le GAC puisse avoir un nouveau mécanisme de responsabilité et de transparence et l'Italie souhaite contribuer en ce sens.

SUE OWEN ;

Je donne la parole au Ministre du Pakistan.

ANUSHA RAHMAN :

Merci Madame la Présidente, merci les Ministres, le Président de l'ICANN, membres du Conseil d'Administrations, membres du GAC, je voudrais signaler que l'ICANN est apparu comme un site où se réunissent des membres importants de différents gouvernements, des leaders politiques et nous avons besoin qu'ils travaillent de manière conjointe pour garantir un internet et un système de noms de domaine sécurisé, stable et résilient.

Je voulais signaler quelques questions à propos des DNS, le modèle multipartite de l'ICANN est important, notamment la gouvernance et le comité consultatif gouvernemental, on a fait beaucoup de progrès sur la participation du GSE.

Le Pakistan participe activement au GSE et nous avons une vision sur les politiques de l'ICANN par rapport aux GTLDs.

Je voudrais aborder trois questions spécifiques. La question des options ne devrait pas être basée simplement sur le coup pour résoudre les controverses entre des chaînes de caractères des nouveaux GTLDs. Peut-

être une partie a plus le droit d'utiliser ces chaines de caractères pour des raisons historiques ou culturelles. Le processus des enchères peut ne pas être suffisant lorsque l'on regarde ce modèle.

Dans le cas des GTLDs communautaires quand ils sont uniques, les autorités publiques doivent participer pour dire que le candidat a la bonne foi pour utiliser ce nom dans son processus de candidature, et pour ce qui est des frais des nouveaux GTLDs il sont vraiment très élevés notamment pour l'évaluation des nouveaux GTLDs. C'est peut-être des prix très élevés pour des groupes qui n'ont pas beaucoup de ressources financières ou pour les pays en voie de développement.

Nous voyons donc que bien des pays en développement ne peuvent pas participer parce qu'ils n'ont pas justement un niveau économique leur permettant de payer ces frais.

Je voulais vous dire aussi la fonction de l'ICANN dans le programme de la procédure accélérée introduite par les noms de domaine internationalisés avec des caractères non latins, nous voyons que ceci encourage l'utilisation de langues locales.

SUE OWEN :

Merci beaucoup. Maintenant Pamela Miller du Canada.

PAMELA MILLER :

Je voudrais signaler que le cadre de la gouvernance de l'internet est important. Ce modèle multipartite qui parle du fonctionnement du système des noms de domaine a entrainé une amélioration technologique. Pour ce qui est du GAC je dois signaler le progrès réalisé

compte tenu du panorama général. Nouvelles fonctions, qui parlent des préoccupations de la politique publique liée à l'expansion de l'ICANN et à l'espace des noms de domaine a démontré son efficacité en tant qu'institution basée sur le consensus. Il y a une approche collaborative pour développer les sauvegardes.

Le conseil a accepté ces sauvegardes et maintenant nous sommes en train d'évaluer comment ça va se passer. Il y a des questions toujours en cours, vis-à-vis des noms de premier niveau de noms de domaine et le GAC considère toujours que ce qui a été fait jusqu'à présent est une grande réussite et c'est ce qui a marqué la différence.

Deuxièmement l'ICANN a mis en place l'amélioration continue vis-à-vis des mécanismes de responsabilité et de la transparence et pour améliorer la participation des pays en développement.

Par exemple on peut regarder le registre des avis du GAC et les réponses du Conseil. Le GAC évolue en tant qu'institution et a besoin d'une légitimité accrue sans devenir trop politique.

L'évolution du GAC sera de plus en plus importante pour renforcer la mondialisation des organisations de l'internet, même de l'ICANN. LA force de l'ICANN c'est sa flexibilité, sa capacité de s'adapter et depuis le point de vue du Canada le succès de l'ICANN dépendra du fait de voir comment le GAC va pouvoir jouer un rôle important au sein de l'ICANN.

SUE OWEN :

Merci. Le Ministre du Japon.

YASUO SAKAMOTO :

Merci beaucoup. En ce qui concerne la gouvernance de l'internet les deux principes les plus importants, c'est de garantir le libre flux de l'information à travers les frontières. C'est la première fois dans l'histoire que nous voyons un espace mondial comme l'internet alors pour maintenir cet espace global sans fragmentation, il faut maintenir la collaboration de tous les pays afin de résoudre les problèmes mondiaux, comme par exemple le réchauffement mondial etc.

L'internet il y a différentes parties prenantes qui jouent différents rôles. Il y a les associations entre les participants privés et publics, sont importantes. Il est important aussi que les gouvernements ne règlementent pas tous seuls internet. La gestion de la sécurité, de la stabilité et de la résilience des ressources fondamentales de l'internet sont essentielles.

Dans ce cadre l'approche multipartite de l'ICANN qui a soutenu le développement de l'internet doit être maintenue. Le gouvernement japonais a le plaisir d'avoir facilité cette décision ? Nous appuyons donc la transition pour établir un cadre multipartite afin de pouvoir opérer l'internet futur, améliorer la responsabilité de l'internet et le rôle des gouvernements et du GAC.

De ce point de vue je voudrais dire que premièrement le mécanisme post transition a besoin d'une efficacité pour pouvoir maintenir la stabilité et la résilience et la sécurité de l'internet ainsi que sa transparence et sa responsabilité.

Du point de vue de l'efficacité il faut reconnaître que la structure actuelle a contribué au développement et à l'opération stable de l'internet. Nous devons utiliser dans ce cas les connaissances acquises à

partir de ces mécanismes et c'est vraiment bénéfique de respecter l'opinion dans le processus de considération. Depuis la perspective de la transparence et la responsabilité ou la reddition de compte, les gouvernements doivent jouer un rôle comme le reste des parties prenantes.

Il faut aussi considérer que la nouvelle gouvernance n'influe pas sur la mobilité et la flexibilité de l'internet et elle ne devient pas une barrière pour l'internet qui va évoluer de manière permanente.

Pour finir, comme toutes les fonctions, comme la supervision et la reddition de comptes sont liées entre elles, la gouvernance et le cadre de gouvernance post transition va inclure le rôle du GAC, le rôle des gouvernements, qui doivent être considérés de manière intégrée. Merci de votre attention.

SUE OWEN :

J'ai encore trois orateurs. Chung Shu Chen du Ministère des Transports et des Communications.

CHUNG SHU CHEN :

Merci Madame la Présidente. PDG et autres membres du panel. C'est très bien d'être ici et l'une des choses les plus importantes dans la société internet c'est de marquer trois points de vue à savoir comme nous savons tous, la valeur actuelle de l'internet c'est l'ouverture et je crois qu'il faut dire que dans les 15 dernières années, l'ICANN a donné son soutien et a adopté ses valeurs de la meilleure manière possible tout en essayant que toutes les parties prenantes participent.

L'ICANN a très bien géré la question.

Deuxièmement, du point de vue des multiples parties prenantes, les gouvernements du monde entier sont une partie importante de cet écosystème de coopération, pour le développement de l'internet et le GAC a donné son soutien et il agit comme un pont entre le gouvernement et l'ICANN en termes de mécanismes multipartites.

Pour permettre qu'un gouvernement joue le rôle dans cet environnement au lieu d'interférer ou de dominer, le GAC a fait ses meilleurs efforts dans ce but. Et il est devenu le synonyme d'un grand médiateur ou d'un modèle à suivre entre le secteur public et la communauté de l'internet.

Troisièmement, Nous devrions aussi évaluer l'opportunité de faire des apports au développement de l'internet concernant le transfert du rôle de supervision des fonctions IANA. Peut-être le GAC devrait-il avoir plus de droits pour jouer un rôle encore plus important.

Comment le GAC peut améliorer son rôle ? C'est quelque chose qui doit être considéré et une question ouverte à la discussion. C'est peut-être le moment opportun pour que le GAC puisse voter au Conseil d'Administration de l'ICANN à l'avenir.

SUE OWEN :

Merci. J'ai le représentant de la Fédération Russe.

IGOR MILASHEVSKIY :

Merci Madame la Présidente. Je vais parler en Russe. Dès le début, je voudrais partager avec vous mon opinion sur l'efficacité du GAC au sein de l'ICANN.

Je voudrais remercier la Présidente du GAC, ainsi que ceux qui ont participé activement au travail du GAC. En même temps, je voudrais dire que le rôle du GAC au sein de l'ICANN et des gouvernements dans le modèle multipartite ne sont pas équivalents. Je vais vous donner un exemple.

En ce qui concerne l'initiative pour créer des PDP, le processus de développement de politiques, il existe d'autres organisations internationales qui développent des politiques et qui sont dans bien des cas obligatoires, et ce sont des politiques en termes d'utilisation de la gestion de l'internet, comme par exemple des structures au sein des Nations Unies, de l'UNESCO, l'UIT, au sein de l'OCDE, au sein du Conseil de l'Union Européenne et dans d'autres organisations.

Les politiques développées par ces institutions ne sont pas directement liées à celles développées par l'ICANN. Je suis convaincu que le développement du modèle de multiples parties prenantes va établir les rôles des différentes parties prenantes, y compris le rôle des gouvernements en ceux ayant trait au développement de l'écosystème de l'internet. Nous avons besoin de trouver une place pour le rôle de ces organisations internationales, elles doivent jouer un rôle. Et nous devons nous, défendre la portée du rôle des gouvernements. Le rôle des gouvernements sera très important, et peut-être auront-ils la possibilité au droit de véto ou des recommandations contraignantes, etc. Merci.

minorité d'états décident de s'opposer à une solution qui autrement fait consensus.

Dans l'influence que peuvent avoir les membres du GAC à l'égard du board de l'ICANN, il me semble que là aussi nous pourrions progresser, notamment lorsqu'un accord commercial est trouvé entre l'entité privée d'une part et un gouvernement ou une entité publique d'autre part, un tel accord commercial devrait être respecté par le Conseil d'Administration.

Au final l'idée est de donner au GAC un rôle essentiel pour aider à identifier les sujets qui peuvent être très sensibles ou très politiques.

Par exemple le GAC peut être aussi utile pour soulever la problématique de l'accessibilité aux procédures de délégation de noms de domaine et en particulier le coût d'accès à ces procédures qui est souvent prohibitif, tant pour les états que pour les petites entreprises qui n'ont pas forcément les moyens de dépenser 350 000 euros au minimum pour candidater à un nom de domaine.

Je crois que c'est le Pakistan qui a dit the bidding process may not suffice, c'est là que les gouvernements membres du GAC peuvent jouer tout leur rôle. Pour avancer nous devons proposer des solutions concrètes, cette 50^{ème} session en est l'occasion, le gouvernement français la voit comme un test de l'habileté qui sera celle de l'ICANN et en particulier de son board à écouter les revendications des gouvernements, non pas nécessairement pour se prononcer en faveur des intérêts que ces gouvernements cherchent à défendre mais au moins pour accepter le principe de la non compétence sur les sujets les plus problématiques, notamment lorsqu'ils sont en cours de négociation

dans d'autres forums internationaux, réservé au commerce international. Le GAC 2.0, doit être un GAC équilibré et un GAC représentatif. Merci.

SUE OWEN :

Merci beaucoup. Nous n'avons pas beaucoup de temps, nous allons devoir avancer très rapidement. Le représentant de l'Iran, Monsieur Arasteh.

KAVOUSS ARASTEH :

Merci Madame la Présidente, j'ai levé la main plusieurs fois avant les autres interventions. Merci beaucoup. Je veux mentionner deux points.

Tout d'abord cette réunion ne devrait pas être utilisée pour modifier la portée de l'IGF, cela est en dehors du mandat de cette réunion. Il s'agit d'une assemblée générale des Nations Unies et l'assemblée des Nations Unies, c'est elle qui doit faire ces modifications.

Deuxièmement, la Présidente du GAC a proposé différentes options par rapport à l'avenir du GAC, cela reflète son point de vue, ces points n'ont pas été discutés au sein du GAC et nous ne pouvons pas dire que le GAC est favorable ou non à ces points.

Troisièmement, on a parlé de la représentation du GAC dans le groupe de coordination de transition, on a dit que les membres du GAC devraient être au moins cinq pour pouvoir représenter la diversité, et finalement le GAC ne devrait pas continuer à être un conseil consultatif, il ne doit travailler sur un pied d'égalité avec d'autres rôles.

SUE OWEN :

Y-a-t-il des réactions de la part de Fadi ? Est-ce que vous voulez répondre ? Très bien. Donc le GAC joue un rôle important au sein de l'ICANN, on a vu comment le nombre de membres a augmenté, tant au niveau des membres que des observateurs, j'espère que les représentants des gouvernements ici présents et qui n'ont pas rejoint encore le GAC puissent maintenant mieux comprendre quel est le rôle de l'organe, quels en sont les responsabilités en ce qui concerne la défense de l'intérêt public, pour qu'il soit pleinement considéré dans le processus ascendant de développement de politiques de l'ICANN.

L'ICANN n'est pas parfait, nous avons un programme pour améliorer les communications avec le reste de la communauté de l'ICANN. Cela est déjà mis en place et nous allons voir certains changements importants, quand nous ferons la prochaine réunion de l'ICANN à Los Angeles.

On va passer maintenant directement à la 4^{ème} session où l'on va passer en revue les résultats de la réunion de Net Mondial à Sao Paulo qui a été organisée au mois d'avril. Nous en avons beaucoup entendu parler, Net Mondial a établi un vocabulaire mondial sur la gouvernance de l'internet, il y a eu beaucoup de réticences, quand on parlait des nouveaux processus, de nouvelles structures, ce qui se passerait avec le rôle des gouvernements, si ce rôle allait être renforcé, au niveau de la supervision et du contrôle mais c'était très satisfaisant de voir que la conférence a pu avoir lieu, que toutes les parties prenantes ont pu être représentées de façon transparente, le gouvernement du Royaume-Uni a contribué à ce processus de préparation, avec des contributions, avec l'appel à consultations qui avait été lancé.

Nous saluons les résultats de cette conférence, la déclaration de principes et la feuille de route pour l'avenir de l'internet.

Le moment est venu maintenant de reprendre cette question à l'IGF ainsi que dans d'autres organisations liées à l'internet. Pour en savoir plus par rapport à ces résultats, je vais inviter nos collègues du Brésil et plus spécifiquement Monsieur Virgilio Almeida, qui est Secrétaire des politiques sur l'information du Ministère de la Technologie, de la Science et de l'Innovation du Brésil, pour qu'il résume quels sont les principaux objectifs et résultats de la réunion de Net Mondial au Brésil, ainsi que la feuille de route pour renforcer les processus multipartites et les initiatives existantes.

VIRGILIO ALMEIDA :

Merci. En premier lieu je tiens à remercier l'ICANN et le gouvernement du Royaume-Uni de cette session et je vais résumer ici ce que nous avons vu au Net Mondial et les principaux résultats de la réunion.

J'ai quelques images à vous montrer. Je vous demande les images, parce que j'ai des chiffres à vous montrer. Voyons voir si vous avez pu charger les diapos pour pouvoir les afficher. Les voilà.

Diapo suivante s'il vous plait. Je crois que vous avez téléchargé le document erroné mais bon nous allons continuer.

C'est ICANN, Net Mondial London, c'est le nom du fichier. Ok.

Quand nous avons commencé à parler de Net Mondial, je vais présenter les événements qui nous amené à la naissance de Net Mondial, mais dès le début, nous avons gardé à l'esprit qu'il fallait se concentrer sur la

conférence et ce fait avait trait aux deux sujets à traiter, aux deux objectifs. Tout d’abord établir les principes de la gouvernance de l’internet dans un cadre multipartite et deuxièmement proposer le chemin à suivre pour la future évolution de l’écosystème de gouvernance de l’internet. Voici la chronologie des évènements qui nous ont amené à la naissance du Net Mondial. Ceci a démarré avec un discours de la Présidente, Dilma Roussef aux Nations Unies en 2013, et par la suite il y a eu une réunion à Montevideo avec les sociétés internet, par la suite le Président de l’ICANN, Fadi Chehade, s’est réuni avec la Présidente du Brésil à Brasilia et on a présenté l’idée de mener à bien cette réunion sur la gouvernance de l’internet.

Plus tard, en novembre, la Président Dilma a annoncé la réunion multipartite sur la gouvernance de l’internet au Brésil.

Les premiers débats ont eu lieu à Bali, à l’IOGF 2013. Par la suite on a fait une association entre le CGI, l’ICANN et One Net pour organiser la réunion de Net Mondial. Ceci a eu lieu en novembre 2013. La première réunion pour organiser le Net Mondial a été tenue au Brésil en décembre 2013. Les documents de référence ont été présentés le 11 avril et puis le 23 avril la conférence a eu lieu. Voilà donc les évènements qui ont amené à notre conférence du Brésil.

Là vous avez un récapitulatif du Net Mondial. L’idée c’était de produire un document final ayant la légitimité internationale des multiples parties prenantes, avec le consensus. Voilà notre objectif. Nous avons introduit différentes innovations pour la préparation du Net Mondial et maintenant je vais décrire en détail certaines d’entre elles. Il y a eu divers comités de multiples parties prenantes, nous avons travaillé

pendant plusieurs mois sur les documents de référence, nous avons travaillé avec de multiples parties prenantes, sur la manière dont on a mené la conférence a été différente parce que chacune des parties prenantes faisait la queue devant différents micros. Nous avons pu voir pendant toutes les étapes de préparation du document la transparence avec laquelle on a travaillé, nous avons des salles de rédaction ouvertes, nous avons des bureaux de liaison dans le monde entier, et on a pu faire une connexion des débats du Net Mondial avec la population ordinaire.

Puis il y a eu quelques points de tension pendant la préparation du Net Mondial, premièrement de par la nature et la portée des processus de gouvernance de l'internet. Des questions non techniques devraient-elles être incluses, comme la privacité, la surveillance ou tout simplement aborder la gestion des ressources critiques. Voilà un des conflits qui est apparu dans tous les débats.

Il y a eu un conflit aussi entre deux écoles de pensée. Le style de multiples parties prenantes et le style multilatéral. Et là, il y avait une conférence où ces deux écoles sont allées ensemble, il y avait des gens des deux côtés, avec ces deux idées, qui travaillaient ensemble sur la gouvernance de l'internet.

Prochaine diapo s'il vous plait. Voilà je vais sauter cette diapo parce que cela a trait aux comités qui ont été utilisés pour organiser la conférence.

Voici une image importante parce qu'on peut voir qu'il y a plus de 900 participants, on a eu presque 200 journalistes qui ont participé à la réunion, des gens qui étaient venus de 110 pays différents et vous pouvez voir sur ce graphique que toutes les parties intéressées y ont

participé. Les gouvernements, le secteur civil, le secteur universitaire, technique, la communauté, et le secteur privé.

Une autre observation importante c'est que nous avons reçu un grand nombre de contribution des différents secteurs. 188 contributions pour préparer les documents initiaux de référence.

Dès qu'ils ont été disponibles au public, nous avons reçu plus de 1300 commentaires sur ces documents.

Nous avons aussi eu la participation à distance que je vais vous montrer plus tard. Vous pouvez voir ici les plus de 900 participants de 110 pays.

Cela nous montre que Net Mondial a vraiment été une réunion mondiale, vous pouvez le voir sur la carte, et les petits cercles qui sont là, et la grandeur, la dimension de ces cercles vous montrent la proportion des participants de chacun des pays.

Vous pouvez voir aussi que la plupart des pays du monde y étaient présents.

En ce qui concerne les contributions qui avaient trait au contenu et qui sont venues de la société civile, du secteur universitaire et du secteur, montrent que Net Mondial a été vraiment une conférence de multiples parties prenantes. Les idées sont venues de tous les secteurs, concernés par le processus de gouvernance.

Là vous voyez le nombre de participants et leur distribution suivant le continent d'origine. On a couvert le monde entier. Voici une autre image vraiment intéressante. Vous voyez les bureaux de liaison, où les gens pouvaient participer à la réunion en temps réel. Ces centres de liaison

ont été installés dans 33 sites, 30 villes, 23 pays, une observation très importante, c'est que la plupart de ces centres de liaison se trouvaient dans des pays en développement dans différents fuseaux horaires. Il a été très intéressant de voir que des gens pour lesquels il était 3 heures du matin, attendaient en ligne pour pouvoir interagir avec les gens de Sao Paulo pour lesquels il était 10 heures du matin. Cela montre l'intérêt éveillé par cette délibération mondiale sur la gouvernance de l'internet. Prochaine diapo.

Une autre innovation introduite dans cette réunion a été la manière de préparer la salle. Il y avait les Présidents des sessions, les sessions qui étaient allouées à chacune des parties de la réunion. Chacun des Présidents avait des conseillers qui prenaient note des commentaires et qui travaillaient pour incorporer ces commentaires u document final.

Nous avons disposé de quatre micros. Un micro pour chaque secteur, un micro pour le gouvernement, la société civile, les sociétés et la communauté technique. Ces quatre micros créaient quatre lignes différentes et ce qui a été génial c'est que la société civile était ravie de voir beaucoup de fonctionnaires qui faisaient la queue pour pouvoir accéder au micro. Ca a été vraiment bien.

Un autre commentaire, sur l'innovation, était que pendant les sessions de la nuit où l'on rédigeait, les gens étaient très contents parce qu'on a travaillé jusqu'à 2 heures du matin, ils avaient du vin, de la nourriture à la fin de la session, alors on a pu créer un très bon climat pour préparer les documents. Diapo suivante.

Les principes, on peut les sauter parce que vous les avez déjà reçus. Le chemin à suivre aussi. Nous allons parler d'une réflexion sur le Net

Mondial. Quelles ont été les raisons du succès de cette réunion ? Il nous semble que la première chose, c'était que c'était bien ciblé. A savoir créer des résultats, un document contenant des principes et un chemin à suivre. Et cela a créé la mentalité d'inclure les différents secteurs au fur et à mesure de la préparation de documents.

Un aspect très intéressant, c'était l'engagement de l'expérience multipartite au sein du comité de direction du Brésil. C'est un comité qui travaille depuis 20 ans et qui travaille très bien dans la pratique.

Un autre aspect, c'est que le processus a été participatif, ascendant et sur un pied d'égalité. Il me semble que ces deux aspects ont été très importants pour le succès et le document final qui a été approuvé par consensus. Nous avons eu des documents de référence, les gens arrivaient à la conférence en sachant de quoi on allait parler.

Deuxièmement il y a eu le processus de négociation. La réunion a été une combinaison d'une longue préparation de documents, plus deux jours de participation en personne et à distance. La négociation a démarré trois mois avant la conférence, pendant le processus d'élaboration des documents de référence.

Quand les participants sont arrivés, ils savaient déjà ce qu'ils allaient approuver, modifier ou rejeter. Voilà donc un aspect très important de la conférence, la participation en temps réel, notamment pour les pays en développement, c'est vraiment quelque chose de très important, la manière d'organiser la réunion, la réunion elle-même, les micros séparés, les salles de réunion, la transparence, c'était vraiment bien ; tous les gens pouvaient voir sur un grand écran comment ça se passait pour arriver à un document final. Et comme je vous l'ai mentionné, le

climat était positif, les gens voulaient voir vraiment des modifications dans le processus de gouvernance de l'internet.

Prochaine diapo. Quelles sont les leçons que nous avons tirées ? La première c'est que pendant la préparation du Net Mondial nous avons appris qu'il était important d'adapter la réunion aux spécificités des multiples parties prenantes. Chacune des parties prenantes a sa propre spécificité, les gouvernements, ont un temps différent du temps du secteur privé, la société civile a une manière multiple d'analyser différentes questions. Tout cela a été pris en compte et nous avons respecté les différences.

C'est quelque chose de très important pour parvenir au succès.

Un autre point important, c'est qu'il y a eu un processus transparent de préparation, participatif et multipartite qui a été vraiment utile. On a eu un grand nombre de participants, un grand nombre de journalistes et voilà des marques de succès. Nous avons introduit beaucoup d'innovations dans la procédure, dans la manière d'interagir des participants. La participation de ces multiples parties prenantes. Il est nécessaire d'améliorer les méthodes de travail multipartites, notamment quand on parle des procédures de prises de décision. Nous croyons qu'il nous faut travailler là-dessus pour voir comment on peut prendre des décisions du point de vue multipartite et voir quelles sont les procédures. Il nous faut établir des normes pour ce faire.

Nous avons également observé pour les presque 200 journalistes qui venaient de partout dans le monde, c'était difficile de leur expliquer ce que c'était que la gouvernance de l'internet. C'est une idée qui n'est

comprise que par des gens qui assistent à des conférences de l'IGF ou de l'ICANN, et le reste ne sait pas.

L'une des choses que nous avons apprises c'est qu'il faut construire des narratives pour que l'on connaisse la gouvernance et que l'internet, l'information libre, les droits de l'homme, pour que tout le monde puisse comprendre. Il faut penser à trouver une bonne narrative pour faire un travail de sensibilisation. Le principe de Net Mondial doit représenter la base d'autres processus et forums d'internet comme par exemple l'ICANN, ce forum ci, l'IGF 2014, c'est encore un site pour mener un débat sur ce qui est apparu à partir du Net Mondial. Il faut penser aussi à l'ITU, les innovations dans le format du Net Mondial peuvent être adaptées à d'autres forums de gouvernance de l'internet et les principes du Net Mondial qui incluent les multiples parties prenantes peuvent être utilisés pour établir des écosystèmes nationaux d'internet.

Qu'est-ce qu'on a conclu à partir du Net Mondial ? On a pu identifier des questions importantes pour l'avenir mais là nous voyons cinq conclusions du Net Mondial. Je crois que c'est du ressort de la communauté de développer les meilleures manières pour trouver des solutions à ces questions importantes.

Pour conclure, j'aimerais dire humblement que nous croyons que Net Mondial a été un véritable succès et que nous espérons que le Mondial de football, soit aussi un succès pour le Brésil. Merci beaucoup.

SUE OWEN :

Je ne peux pas dire que je vais regarder le match du Brésil cette semaine, je pensais que j'allais voir l'Angleterre, mais bon. Cette

conférence a été un vrai succès je crois que nous devons reconnaître le soutien substantiel de la société de l'internet, je ne sais pas où est Kathy Brown pour lui donner la parole. Il faut que nous rattrapions un petit peu, je ne prendrai que les interventions des 4 personnes que j'ai sur la liste. En premier lieu, Neelie Kroes, Vice-Présidente de la Commission Européenne. Tu voulais parler ?

KATHY BROWN :

Merci beaucoup. Excusez-moi, c'est Kathy Brown. La société de l'internet a eu une participation merveilleuse pour Net Mondial et je voulais prendre un moment pour dire que Monsieur le Secrétaire Almeida est l'exemple le plus important de la manière dont une personne en elle-même peut faire la différence. Son dévouement, son travail, sa persistance, sa patience, ses habilités, et sa capacité de leadership pour cette conférence nous permet de voir quels ont été les résultats de la conférence et la conférence a réuni des parties très différentes pour travailler de manière collaborative. La conférence a montré une partie du processus multi parties prenantes. Les parties techniques avec les gouvernements, les entreprises, les défenseurs des droits de l'homme, la société civile, ils ont tous parlé, ils se sont écoutés les uns les autres, ils sont parvenus à une déclaration de principes qui a montré l'esprit de collaboration qui régnait dans l'assemblée, comme d'autres l'ont dit, nous avons des occasions multiples à l'avenir pour approfondir ces résultats, pour élaborer des mécanismes et des normes qui nous permettent de profiter au maximum des avantages et des bénéfices d'un internet ouvert et sûr.

Le forum qui aura lieu à Istanbul nous permettra aussi de collaborer avec la société de l'internet qui travaille avec d'autres parties intéressées pour améliorer l'agenda des connaissances.

La question critique maintenant est la suivante : comment les différentes parties prenantes peuvent travailler ensemble vers l'avenir ? Nous ne croyons pas qu'il n'y ait qu'une partie prenante qui soit identique d'une région à l'autre. Nous sommes d'accord cependant avec Monsieur le Ministre Vaizey, que la nature dynamique de l'internet ne se limite pas ou ne peut pas être ajustée au processus descendant traditionnel.

Donc cette innovation sur la gouvernance nous permettra d'avoir un moteur pour l'innovation dans l'internet et cela nous permettra d'avoir des principes communs d'ouverture, d'inclusion et de transparence.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion d'exprimer tout ce que nous avons expérimenté au Brésil.

SUE OWEN :

Merci beaucoup Kathy, je cède la parole à Neelie Kroes, Vice-présidente de la Commission Européenne pour l'agenda numérique.

NEELIE KROES :

Merci beaucoup Madame la Présidente, Net Mondial a été un vrai succès et c'est encore un succès et nous sommes heureux et nous reconnaissons tous les efforts faits jusqu'ici. C'était la démonstration que le modèle multipartite peut fonctionner, et qu'il peut produire des résultats concrets. Ces résultats peuvent rendre ce modèle plus inclusif,

plus transparent et plus durable sur le long terme. Au fur et à mesure que nous avançons vers une définition claire des principes ceci devrait nous permettre de déterminer un guide pour la gouvernance de l'internet.

Net Mondial est un pas en avant mais cela ne signifie pas que nous ayons fini notre travail ? Il faut travailler sur les buts dont nous avons parlé à Sao Paulo, il faut mettre en œuvre des actions concrètes, cela impliquera en premier lieu que l'internet est disponible pour tous et qu'il appartient à tous. Nous avons besoin de l'opinion de tous.

Voilà pourquoi le modèle multipartite est le modèle que nous devons défendre et que nous devons continuer à soutenir. Un modèle fondé que sur une contrainte gouvernementale serait très dangereux.

Deuxièmement, l'internet est mondial. C'est vraiment correct de transférer les fonctions de supervision de l'IANA, à un modèle plus ouvert et plus mondial.

Sans mettre en danger la stabilité et la sécurité parce que bien sûr c'est risqué. Mais il s'agit d'une transition vers la coordination des ressources clé d'internet et cette transition doit tenir compte de l'inclusion, la légitimité, la responsabilité, la république mondiale, les lois et la séparation des fonctions politiques et des fonctions techniques. Nous avons fait une longue marche jusqu'ici et il y en avait qui pensaient que tout cela avait été un gaspillage d'énergie mais c'est pour cette raison aussi que nous devons nous assurer de compter sur la participation des gens, pour un internet mondial. C'est pour cela qu'il faut renforcer le forum de la gouvernance de l'internet et lui donner un caractère durable au point de vue politique et financier. Il faut que ces discussion soient

accessibles à tout le monde, il faut renforcer les liens entre l'IGF mondial et les IGF régionaux et locaux, parce que ce n'est qu'en le faisant que nous pourrions nous assurer du fait que les discussions au sein des IGF seront pertinentes et utiles.

Il faut aussi nous assurer que les technologies et les décideurs politiques parlent plus et mieux entre eux. Nulle part ailleurs qu'au sein de l'ICANN on voit que les discussions techniques peuvent avoir des effets très profonds dans le domaine des politiques publiques et il faut que nous reconnaissons les droits et les obligations des gouvernements sur ces questions. Nous ne pouvons pas ignorer le rôle qu'ils jouent. Le débat concernant le .WINE est vraiment nocif. Comme je l'ai dit ce matin, il y a d'autres noms de domaine qui sont également sensibles dans d'autres régions et pour d'autres cultures. L'absence de responsabilité à cet égard pourrait porter atteinte à tout le modèle multipartite sur lequel l'ICANN est basé.

C'est pourquoi il est indispensable que l'ICANN continue dans ses efforts pour devenir plus responsable encore devant sa communauté mondiale. Et que les gens le comprennent ou pas l'ICANN est un symbole de ce que signifie la gouvernance multipartite. Ses réussites et ses échecs seront toujours interprétés, de manière inévitable dans un contexte plus large, que celui de l'ICANN en elle-même.

Un autre point que je veux mentionner, et cela est adressé à ceux qui ne pas d'accord avec les résultats de Net Mondial, qu'il s'agisse de questions procédurales ou de questions de fond. Il ne faut pas que nous nous centrons sur ce qui nous divise. J'accepte qu'il y aura toujours des visions différentes sur le degré d'ouverture acceptable sur l'internet.

Mais l'internet est une ressource mondiale, commune qui est avantageux pour tous de par sa nature mondiale, et la capacité des gouvernements d'appliquer leur législation nationale doit être préservée. Et pour conclure, respectons nos différences, soyons capables de les exprimer, d'en discuter, essayons de trouver des solutions de compromis comme le Brésil l'a fait avec son leadership à Sao Paulo, et avec cette disposition de quitter sa zone de confort pour trouver une solution de compromis. Le résultat de Net Mondial a été un élan très fort dans la bonne direction et c'est de notre responsabilité de transformer ces paroles en actions. Il faut que nous comprenions le potentiel de l'internet pour tous et pour chacun de nous. Assurons-nous de ce que l'internet va fonctionner.

SUE OWEN : Merci Je voudrais céder la parole au Ministre Vega, du Ministère de l'Information et des Technologies de l'Information de la Colombie.

DIEGO MOLANO VEGA : Merci beaucoup. En premier lieu, la Colombie a pris la parole, je voudrais remercier le Brésil et en particulier Madame la Présidente Dilma Roussef, du leadership dont ils ont fait preuve à Net Mondial. Les résultats ont été excellents, pour une excellente conférence, pour une discussion qui a duré si peu finalement.

Avec peu de temps de discussion avant la réunion. Quant à la mise en œuvre de ce que nous avons vu au Brésil, chaque pays devrait fonctionner comme un modèle. Je crois que nous devrions tous travailler d'arrache-pied, pour renforcer au niveau local ou national les

écosystèmes de la gouvernance de l'internet et c'est quelque chose de clé. Si nous voulons discuter de cela à l'échelle mondiale, il faut que nous modifions les écosystèmes nationaux. C'est un élément important pour que nous puissions apprendre sur le plan local et que nous puissions nous améliorer, nos opérations à l'échelle locale.

Nous devons aussi travailler pour renverser tout l'écosystème de gouvernance de l'internet dans son ensemble. L'internet est un outil merveilleux pour faire disparaître les brèches entre ceux qui ont quelque chose et ceux qui n'en ont pas, entre les pays développés et les pays en développement, cependant dans cette nouvelle partie de la société de l'information, les pays en développement manquent d'un écosystème de l'internet national fort.

Il faut donc que nous travaillions pour aider le monde en développement à renforcer cet écosystème de l'internet et j'encourage les grandes entreprises de l'internet qui sont à la tête du développement de l'internet, à aider ces pays en développement, pour améliorer leur écosystème. Pour les encourager aussi à développer des applications locales pour les marchés locaux.

Il faut que nous travaillions sur ces points pour pouvoir aller de l'avant, sur tout ce que nous avons appris de Net Mondial. Merci.

SUE OWEN :

Je voudrais céder la parole à Monsieur le Ministre de l'Information du Bangladesh.

HASANUL HAQ INU :

Merci. J'ai pensé que je n'allais pas parler cet après-midi. J'ai parlé ce matin donc je vous remercie Madame la Présidente.

Après avoir lu le document final de Net Mondial j'estime que nous devons avoir deux mécanismes très bien établis et différenciés. L'un d'eux tiendra compte des questions de politiques publiques liées à la gouvernance de l'internet, tout ce qui concerne le domaine social, culturel et politique, et une supervision des fonctions techniques liées à l'internet avec la supervision de l'IANA de la part du gouvernement des Etats-Unis. Cela nécessitera l'établissement d'organismes appropriés de la gouvernance internationale ainsi qu'un cadre légal pour cette gouvernance. Ces mécanismes doivent être ancrés dans le système des Nations Unies avec un modèle de consultation publique institutionnalisée très fort, en suivant le modèle du multipartisme et des groupes consultatifs.

On peut aussi former un conseil de supervision technique et administrative pour qu'il s'occupe de la supervision de ces opérations.

Nous devons interpréter de façon adéquate le document de Net Mondial sur ces aspects parce qu'autrement il y aura des confusions. La participation multipartite renforce et élargit ce rôle de consultation et cette base et nous sommes d'accord là-dessus mais il faut qu'il y ait des fonctions formelles pour toutes les parties intéressées au processus de prise de décision qui ne sont pas encore tout à fait démocratiques.

Il y a des décisions qui ne peuvent être prises que par des autorités formellement constituées de manière légitime. C'est correct que les multiples parties prenantes assument leurs responsabilités, qu'elles

participent dans ce fonctionnement selon ce qui est établi dans le document de Net Mondial.

A la fin de Net Mondial voilà certains points dont je voulais parler. Pendant cette transition ce qui est important c'est de garantir la sécurité, la fiabilité de tout le processus de transition. C'est un défi à relever et ce défi devra être relevé par nous tous.

D'autre part, nous devons penser aux autres domaines, nous devons nous occuper des inquiétudes des utilisateurs et des clients, quant à la protection des droits de propriété intellectuelle, les intérêts des groupes religieux, ethniques, les intérêts des gouvernements, ainsi que les mécanismes pour la résolution de litiges.

Il faut aussi disposer de ressources financières pour développer le marché, pour pouvoir informer le public de la promotion des CCTLDs. Nous devons donc assurer la sécurité, la fiabilité du DNS pendant la transition. Merci.

SUE OWEN :

Très bien, c'était notre dernier orateur. Je voudrais maintenant que vous me disiez si vous voulez faire une pause, ou si vous voulez aborder la dernière séance, maintenant que nous avons Monsieur Vaizey parmi nous de retour.

Notre dernière intervention est celle de Hesham El Elaily, qui est le Président Exécutif de l'autorité réglementaire de l'Egypte.

HESHAM EL ELAILY :

Merci Madame la Présidente, je voulais juste dire que l’Egypte apprécie les efforts faits par le gouvernement brésilien et valorise la nouveauté présentée par Net Mondial par sa réunion.

Nous croyons que Net Mondial établit un précédent et un modèle pour une approche multipartite ascendante qui montre l’inclusion et dit que ce type de processus orienté vers les résultats et l’approche multipartite ne sont pas mutuellement exclusifs. Nous estimons que la déclaration de Net Mondial a été trouvée par un consensus intermédiaire, ce que nous appelons en Anglais le rough processus, ce qui reflète le consensus de la communauté. C’est le résultat du soutien politique large de la plupart des gouvernements, des représentants de la société civile, du secteur privé, du domaine universitaire et technique. L’Egypte a participé activement dans les différents domaines de Net Mondial et dans la déclaration des multi parties et nous avons fait notre contribution. Nous en avons fait aussi une traduction en Arabe.

*

Nous croyons que l’ensemble des principes sur lesquels un accord a été établi est un excellent point de départ pour avancer sur la voie d’un plan d’action.

Je dois dire que Net Mondial n’est pas une fin en soi, mais le début, un jalon, le début d’un processus qui doit se poursuivre et être élargi. Il est donc important d’avoir un objectif clair et ambitieux, pour le prochain IGF.

SUE OWEN :

Merci beaucoup. Avec cela nous allons clore cette séance, et nous avons maintenant la prochaine séance qui devait démarrer à 4 heures et il est

déjà 4 heures. Vous pouvez décider de passer à la prochaine séance avec la présidence de Monsieur le Ministre Vaizey et vous prenez une tasse de café que vous rapportez à votre place, ou bien vous prenez une pause de 10 minutes. Levez la main ceux qui veulent commencer immédiatement.

Bon ceux qui veulent une pause de 10 minutes ? Je crois que nous avons une pause de 10 minutes. Merci beaucoup. Bien, revenez ici parce qu'à 4 heures 10 nous allons reprendre. Merci beaucoup.

[PAUSE]

NIGEL HICKSON : Messieurs Dames, s'il vous plait, veuillez revenir à vos places pour reprendre la dernière partie de notre réunion de haut niveau. Prenez vos places je vous prie.

Pourriez-vous s'il vous plait revenir à vos places ? Monsieur le Ministre Ed Vaizey veut reprendre la séance de travail, merci.

ED VAIZEY : Bonjour à tous. Comme Nigel Hickson l'a mentionné nous sommes dans la partie finale de notre réunion de haut niveau. Nous allons aborder maintenant le rapport du panel de haut niveau de l'ICANN, sur la coopération mondiale et les mécanismes de gouvernance de l'internet.

L'ICANN a établi une série de panels de stratégie multipartite et le plus importants c'est peut-être celui qui travaille sur l'écosystème de gouvernance de l'internet.

Ceci est lié aux résultats du Net Mondial et le panel a été présidé par Monsieur Ilves, et nous avons ici Andile Ngcaba, qui est le Président et Fondateur de Convergence Partners, et Président de Dimension Data Middle East and Africa, qui va faire la présentation du rapport, qui inclut les alliances des multiples parties prenantes, qui renforce les mécanismes de gouvernance de l'internet et qui soutient la responsabilité et la mondialisation de l'internet. Après quoi nous allons prendre des interventions du public et en fonction de la quantité des interventions, je vais limiter les interventions à un temps très bref et je vais vous demander une anecdote de ce que vous aimez le plus de Londres. Je peux vous parler de ce que j'aime le plus, les barques, là où j'habite, il y a des parcs très verts, j'ai des espaces verts et c'est franchement merveilleux. J'imagine que vous l'avez déjà visité et j'aimerais savoir ce que vous aimez le mieux.

Je passe la parole à Andile.

ANDILE NGCABA :

Ce que j'aime le mieux de Londres, c'est Ronny Scott's, c'est ce que j'ai visité. Allez le visiter, c'est une très bonne option.

Ministres, membres des gouvernements et de l'ICANN, membres de cette communauté si importante, Messieurs Dames, quand j'appartenais au GAC il y a longtemps on était 12. Si vous regardez la salle aujourd'hui vous allez voir que le GAC a grandi énormément et ce n'est qu'un exemple de l'importance de l'internet, notamment au sein des gouvernements et du service public, à l'échelle mondiale.

Si vous regardez le titre de ce rapport, c'est le rapport du panel sur la coopération mondiale et les mécanismes de la gouvernance de l'internet, on a consacré pas mal de temps à définir exactement

comment nous allions gérer ces termes de coopération mondiale, écosystème de gouvernance de l'internet, et encore une fois nous parlons de modèles multipartites, comme on le fait depuis le début de la journée et je suis sûr que nous tous nous avons adopté ce terme pour aborder la manière dont nous regardons le futur de l'internet.

Il y a deux choses à souligner. Premièrement la décentralisation, je crois qu'il est très important que vous voyez la structure que nous allons définir pour voir à quel niveau de profondeur nous arriverons en matière de décentralisation et pour tout l'écosystème en général.

Je crois qu'il est important de commencer en remerciant les membres du panel ici présents, de leur contribution et de l'énorme montant de travail, le temps qu'ils ont consacré à l'élaboration de ce rapport. Il y a eu un grand nombre de discussions, des réunions en personne, des réunions par internet et vraiment le montant de travail dédié pour arriver là où nous en sommes c'est vraiment impressionnant.

Ceci a été fait en partenariat avec l'ICANN, le forum économique mondial, avec l'assistance de tous les membres du panel. Nous avons un grand échantillon, du fait de voir que le Président et le Vice-Président veulent diriger ce panel avec beaucoup de responsabilité, avec des modalités de travail différentes, avec la communauté technique, la société civile, le secteur privé, ils ont été tous rassemblés dans ce document constructif, qui est bon non seulement pour nous en tant que communauté, mais pour le monde entier.

Ils ont fait une équipe pour traiter de la gouvernance de l'internet et s'assurer d'une bonne entente entre les différentes parties du panel.

Voici quelques images des membres du panel mais je crois que pour moi il est important de mettre l'accent sur le fait que nous avons commencé ici dans cette ville, à moins d'un kilomètre d'ici où nous nous sommes réunis pour la première fois. Ceci a eu lieu en décembre de l'année dernière. L'équipe de rédaction s'est réunie encore une fois en janvier, et on a commencé à préparer le travail. Il y a d'autres personnes qui ont rejoint le groupe, pendant le forum économique mondial vers la fin janvier. Par la suite en février nous nous sommes réunis à Sunnylands aux Etats-Unis pour consolider certains apports et finalement, Mohamed nous a accueillis à Dubaï pour conclure le document.

Il y a eu des activités à Dubaï et après Dubaï pour peaufiner un peu le document. Je vais vous donner l'adresse du site web et on a encapsulé toutes les discussions et on a résumé nos réunions en face à face et à distance.

Pour entrer plus dans les détails, je crois qu'il est fondamental de souligner que nous nous rendons tous compte que ceci sera basé sur le consensus généralisé, en Anglais rough consensus. Le rapport soutient cet aspect du modèle décentralisé et collaboratif en ce qui concerne l'écosystème de gouvernance de l'internet qui doit être distribué, participatif et qui doit permettre la participation des parties prenantes, au-delà de la communauté que nous trouvons ici ou en dehors des réunions périodiques.

Troisièmement ce rapport dit qu'il faut organiser en couches, pour que tout cela puisse être abordé de manière plus organisée. Le panel présente le rapport à la communauté mondiale pour l'informer de ses actions et de l'évolution du système de gouvernance de l'internet

collaboratif et décentralisé, pour s'assurer qu'il y a l'interconnexion en sécurité, stabilité, résilience est basée sur la confiance, établir que ce sont les valeurs établies auparavant par le Président de l'ICANN et par le PDG.

Les composantes de ce rapport sont différentes. Mais en particulier, ce qui a été présenté par l'un des membres du panel, Virdilio qui a été l'hôte du Net Mondial, une réunion ayant connu un grand succès au Brésil, ceci tenait compte qu'à part la documentation et les documents, le travail réalisé soutenait le travail du panel. Le panel n'a pas travaillé de manière isolée. Le panel a pris en compte toutes les déclarations et les résultats après la réunion de Sao Paulo, pour le transformer en une partie intégrale du travail du panel.

*

Par exemple ceux ayant trait à la gouvernance distribuée, aux questions liées à cette question, la définition d'un groupe d'organisation ou d'aspects individuels, qui doivent être mis en contact avec des résultats et encore une fois ce n'est qu'une partie du mécanisme de gouvernance que nous verrons à la fin. La gouvernance distribuée qui doit travailler avec d'autres aspects de l'écosystème.

Il y a 4 éléments. D'une part les questions identifiées, deuxièmement le mapping des solutions, troisièmement la formulation des solutions et pour finir la mise en œuvre de la solution. Par la suite il y a un autre aspect de ce que nous appelons les facilitateurs, c'est-à-dire tout ce qui facilite la gestion les dialogues des différentes parties du monde, des communautés d'experts, des outils pour aider les pays moins favorisés ou les communautés qui n'ont pas forcément la capacité de comprendre

en profondeur les questions liées à la gouvernance de l'écosystème en général.

Voilà ce que je vois comme un résultat très intéressant. Si vous regardez attentivement à ma gauche, nous parlons de groupes de gouvernance distribuée où nous analysons différentes questions qui peuvent être des questions techniques ou non techniques.

Puis il y a les communautés où l'on débat de ces questions à différents niveaux ou à différentes sphères de la société. Ces sphères peuvent être locales, un pays, une province ou un autre niveau, une ville peut-être, au niveau régional, dans un continent, dans un sous continent, finalement au niveau mondial. Ces sphères seront transversales à tous les secteurs géographiques où il y a la vie humaine.

Les solutions, vous avez les issues, les sphères et les solutions. C'est un énorme univers. Et si vous regardez attentivement du côté des facilitateurs de la gouvernance, le dialogue est vraiment important. Voici un exemple de en quoi consiste le dialogue.

Dans ce schéma nous essayons de nous assurer d'avoir le meilleur modèle capable d'aborder toutes les questions de l'écosystème. Il s'agit d'un pilier important, c'est-à-dire la possibilité de parler les uns des autres et d'établir des rapports. Les forums, les dialogues, forment une plateforme de facilitation critique pour la gouvernance de l'internet.

Un autre aspect très important, ce sont les communautés d'experts. Nous comprenons tous que sans elles on ne pourrait pas avoir internet aujourd'hui. Voici un pilier très important, qui dirige le modèle de gouvernance de l'internet collaboratif, où il y a les communautés

d'experts qui doivent s'occuper aussi de toutes les questions techniques et aussi d'accompagner par la communauté non technique.

Nous savons que dans le monde actuel nous avons plus de 3000 millions de personnes connectées à internet, et nous savons que le développement des capacités et les guides d'outils sont vraiment utiles, et on reconnaît qu'il y a des parties du monde qui demandent toujours une compréhension plus profonde, pas seulement des questions purement techniques, mais des questions générales liées à la décentralisation de l'écosystème et à la gouvernance de l'internet.

Le développement des capacités sera la partie du processus nous permettant d'incorporer ceux qui n'appartiennent pas encore au processus à ce jour.

Puis nous avons différents modèles de gouvernance distribuée comme vous voyez à droite de la diapo et je vais finir par les principes de gouvernance qui se trouvent en bas de la diapo. Ici on parle des questions liées aux droits de l'homme par exemple ou à des aspects abordés par pas mal de participants ici dans cette réunion.

Cela vise à assurer que l'internet ne soit pas fragmenté, que l'internet soit unifié, que l'on puisse traiter les valeurs partagées, les droits de l'homme tel que cela a été présenté dans la cérémonie d'ouverture. Je suis persuadé que vous devez avoir entendu les discours de plusieurs ministres, ce matin, sur la sécurité, la stabilité, la résilience de l'internet, voilà donc les principes de gouvernance qui ont été discuté par le panel.

Vous vous rappelez sans doute que dans la déclaration de Net Mondial ils étaient aussi incorporés.

Faciliter l'innovation et la créativité durable, et assurer la diversité du point de vue de la langue et de la culture, et les aspects liés à ce volet, aussi les principes des processus et la protection des intermédiaires.

Vous vous rappelez sans doute qu'on a mené un débat et on a rédigé un document disant qu'il était important de protéger les intermédiaires.

Et pour finir une architecture ouverte et distribuée. Voilà ce que l'on appelle les principes de gouvernance en ce qui concerne l'internet.

Prochaine diapo. Il est clair que nous participons tous à ce processus pour savoir ce qui vient après. Nous ne participons pas juste pour le fait de participer seulement, nous voulons comprendre ce qui vient après, quelles sont les actions à entreprendre après le Net Mondial, après avoir vu le rapport du panel.

L'une des questions critique à laquelle nous avons été confrontés, c'est les plans d'action. Il faut envisager les solutions à court terme, à moyen terme e à long terme. Celles qui sont à court terme pour promouvoir la gouvernance de l'internet mondial sur la base du Net Mondial. Vous devez avoir vu ou entendu cela pendant ces journées, je veux le souligner, comment nous en tant que pays et différentes parties du monde nous pouvons adopter les produits du Brésil et les développer par la suite. On a parlé des alliances et nous allons entendre des discussions là-dessus sans doute. Comment en tant que pays, en tant que secteur privé, comment adoptons-nous un Net Mondial dans nos domaines respectifs. Je crois que la question des alliances nous aidera à assurer que nous adoptons cela non seulement au niveau général mais aussi que nous prenons les déclarations ou le rapport dans nos domaines respectifs.

Le deuxième domaine a trait à la promotion du développement des capacités qui facilitent et qui permettent une plus grande représentation et participation dans un écosystème de gouvernance d'internet collaboratif. Nous comprenons tous que l'anecdote que j'ai mentionnée auparavant, quand j'étais au GAC on n'était que 12, et quand nous voyons les autres réunions, nous avons ces 12 personnes qui devaient informer le reste des réunions que l'on mentait à bien à ce même moment, par exemple ALAC, mais aujourd'hui nous voyons que c'est tout à fait différent du fait de l'énorme participation au sein du GAC.

Il faut voir comment répandre cela à d'autres parties prenantes, pour opérationnaliser cela et non seulement nous limiter à la communauté, mais il faut se répandre dans des futures parties intéressées, de futurs groupes de personnes qui voudront participer à ce modèle multipartite à l'avenir, et partager les meilleures pratiques des multiples parties prenantes dans les sphères nationales, régionales et mondiales, et même au niveau local.

Et pour finir, à long terme, augmenter la coopération globale et l'investissement pour que l'internet soit accessible pour plus de personnes. Il y a 7000 millions de personnes dans le monde entier, l'internet connecte à peine 3 milliards ou un tout petit peu plus, alors il faut penser à connecter plus de gens à l'internet. Comment faire pour connecter les choses à l'internet ?

Nous devons travailler sur des questions urgentes qu'il faut aborder dans l'immédiat pour améliorer cette prise de décision en collaboration, pour tirer profit du modèle multipartite, développer une série de listes de vérification et de critères pour voir comment nous pouvons

développer mieux ce modèle, ainsi que les groupes de gouvernance distribuée.

Nous avons besoin aussi de ressources et de financements de manière durable. Nous pouvons discuter ici mais nous ne pouvons pas faire grand-chose si nous ne pouvons pas mener ces actions.

Dernière diapo. Le dernier point que je veux signaler concerne le soutien à la responsabilité de l'ICANN et la mondialisation de l'IANA. Je crois que nous avons parlé de cela dans les séances précédentes donc je ne veux pas trop accorder de temps à ce thème. C'est quelque chose dont nous savons tous comment cela se passe, le processus est en marche, le département du Commerce des Etats-Unis a fait savoir qu'il faut s'assurer que ce processus soit bien géré entre maintenant et septembre de l'année prochaine et que l'on puisse inclure autant de parties prenantes que possible. Je m'arrête ici, merci beaucoup.

ED VAIZEY :

Merci beaucoup de ce résumé que vous avez présenté. Je crois que cela nous présente grande quantité de travail et ton rapport est vraiment très opportun parce que cela montre toutes les contributions que les débats ont apporté, comment on peut aller de l'avant, avec l'ICANN. Je vois qu'il y a trois personnes qui demandent la parole. Je vais leur demander de se présenter, de donner leur nom. Nous allons commencer avec Jan et malgré le sérieux des thèmes que nous devons aborder, il faut que vous vous souveniez que vous devez me dire ce que vous avez le plus aimé de Londres avant d'aborder le thème. Jan du Conseil de l'Europe.

JAN MALINOWSKI :

Merci Monsieur le Ministre. Je voudrais en plus dire qu'il y a une très bonne cuisine que l'on peut trouver à Londres en plus du bon jazz. Je ne suis pas là pour présenter un message européen, je crois que nous devons tous être inspirés par des événements tels que celui de Net Mondial. Et ce qui surgit du panel de haut niveau que nous réalisons en ce moment. Ces résultats peuvent être le modèle du principe de l'approche qui a été décrite dans le document des conclusions de Net Mondial et dont on a parlé dans ce panel.

L'internet est une ressource publique mondiale qui devrait être gérée pour le plus grand intérêt public, comme un service public, parce qu'il n'appartient pas qu'au monde développé mais à tout le monde. Ce qui implique un accès à un coût accessible, la possibilité de choisir, et la participation de toutes les parties prenantes, partout dans le monde.

Cependant, le premier indicateur pour respecter les intérêts publics, c'est le respect des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont universels, ils ne sont pas divisibles. Les gouvernements ont une responsabilité essentielle et légale de protéger les droits de l'homme et ils doivent rendre compte de cela devant la législation internationale pour le respect des droits de l'homme.

La liberté d'expression et la confidentialité, la vie privée sont fondamentales sur internet. Elles ne sont pas l'apanage de quelques rares personnes ou une affaire dont peu de personnes tirent profit mais un droit pour tout le monde. Et de la même manière que pour d'autres acteurs de l'écosystème, l'ICANN doit prendre bonne note de ces droits et doit en tenir compte, l'ICANN ne doit pas se transformer en

surveillant des contenus de la liberté d'expression, il doit continuer à assurer la capacité d'aborder ou être un facilitateur.

Les droits de l'homme ne peuvent que renforcer ces normes si l'on respecte les lois.

Je voulais rendre hommage aux délégations ici présentes qui ont signé des documents comme par exemple la convention de Budapest sur les cyber délits ainsi que la convention sur les droits des personnes, concernant le traitement automatisé des données personnelles. Il s'agit d'outils, avec d'autres outils très nombreux, qui sont liés aux droits de l'homme, et avec les principes de l'état de droit.

Le Conseil de l'Europe a fait des contributions par rapport à ces outils et je crois qu'il s'agit du fait que les différents acteurs démontrent leur maturité. Une maturité qui nous permettra d'aller de l'avant.

Je voudrais suggérer que comme une partie des résultats de Net mondial et du panel de haut niveau, comme une partie des conclusions de ce panel que l'on ait trois manières de pouvoir aller de l'avant, pour pouvoir augmenter l'impact des droits de l'homme dans le contexte de la gouvernance de l'internet, bien sûr en ce qui concerne l'ICANN. En premier lieu les droits de l'homme peuvent être introduits dans les règlements de l'ICANN. Deuxièmement, on pourrait peut-être définir clairement ce qu'est l'intérêt public et le service public dans le contexte de l'ICANN, troisièmement, lorsque nous parlons de la gouvernance et de la question de la participation dans l'écosystème l'ICANN devrait disposer ou mettre à disposition la participation précoce dans des mécanismes liés au droit international et des débats liés aux droits de l'homme.

ED VAIZEY : Il y a Monsieur Arasteh qui prendra la parole mais personne n'a parlé des musées nationaux brillants que nous avons à Londres. Vous pouvez Monsieur, aller au Musée Britannique, souvenez-vous que nous avons envoyé en Iran le grand cylindre de Chypre, qui est maintenant en Iran, dans une exposition.

KAVOUSS ARASTEH : Je ne répèterai pas ce que vous avez dit parce que je suis d'accord là-dessus. Nous avons bien sûr Hyde Park, Green Park, Regent Park et Hutton Court. Quand j'ai étudié ici j'avais l'habitude d'aller dans ces park.

Pour revenir au thème qui nous occupe, en fin de ce que j'ai entendu, ce que j'ai retenu c'est le processus décentralisé. Le reste de ce qui a été dit par rapport au dialogue, au forum, à la création, au renforcement des capacités, c'est des paroles, des expressions, que nous entendons depuis longtemps. Je ne pense pas que nous soyons obligés de commencer un autre dialogue, un autre IGF, un autre programme de renforcement des capacités. Je crois que nous avons déjà toutes ces capacités, tous ces instruments. Il faut que nous trouvions des solutions.

Lorsque l'on parle des principes et de certaines autres questions dont j'ignore qui, quand, comment, ces questions seront mises en œuvre. Les plans d'actions, qui va les mettre en œuvre, les principes, qui les a déterminés ? Donc les gens doivent se réunir mais ce n'est pas nouveau ça. Ce qu'il faut faire c'est passer de la parole aux actions. Merci.

ED VAIZEY :

Merci beaucoup je suis très heureux lorsque les gens disent ce qu'ils pensent et ils ne se limitent pas à lire les transcriptions, autrement il n'y a que les paroles qui circulent et il n'y a rien qui se fait. Monsieur Arasteh je suis vraiment reconnaissant, nous avons un bon débat.

Maintenant nous avons le représentant de la Thaïlande, je vous demande de nous parler de Londres et de ce que vous avez écouté cet après-midi.

SURANKANA WAYUPARB

Merci beaucoup Monsieur le Président. Lorsque nous parlons de la gouvernance de l'internet, la plupart des gens ici présents comprennent comme nous, la même chose. Lorsque nous parlons des questions liées à la confidentialité et aux droits de l'homme nous avons tous la même compréhension, mais lorsque nous parlons des principes fondamentaux et de la confidentialité de la vie privée, il se peut que nous ne parlions pas de la même chose. Nous devons accepter que nous devons avoir une compréhension commune de ces notions mais dans le détail il se peut que ce ne soit pas la même notion parce que nous n'avons pas la même culture, nous n'avons pas les mêmes histoires, parfois dans certaines régions, comme par exemple en Europe et dans des pays orientaux, les questions ne sont pas les mêmes et le sens que nous donnons à ces termes n'est pas le même. Donc il faut se mettre d'accord sur la terminologie pour que tout le monde soit inclus et que nous ayons tous la même compréhension des principes en ce qui concerne la terminologie liée aux droits de l'homme.

Je voudrais donc encourager tout le monde à reconsidérer la question pour que nous puissions quitter cette salle en ayant la même

compréhension dans le détail de ce que sont ces deux termes. En principe sur la forme générale nous sommes tous d'accord mais il faut que nous puissions voir comment nous pouvons finir ou comment nous pouvons inclure tout le monde dans ces deux notions, pour que tout le monde pense quelles sont les différences entre ces pays et ces régions.

ED VAIZEY : Merci de votre contribution. Maintenant je pense qu'il y a Igor Ivanovski qui demande à prendre la parole. Bien, c'est parfait. Vous devez nous dire ce que vous avez aimé de Londres parce qu'il y a des gens qui oublient de le dire. En plus de la technologie qui est parfois défectueuse. Vous devriez changer de place et chercher un autre micro.

IGOR IVANOVSKI : Merci beaucoup Monsieur le Ministre. Ce que j'aime de Londres c'est que trois fois par semaine je peux voir un bon match de football mais je regrette parce que je voulais voir en finale l'Angleterre contre l'Espagne.

ED VAIZEY : Quand est-ce que la Macédoine a été classée, hein ?

Bon mais malgré le foot, nous devons ignorer les Hollandais et les Chiliens, parce qu'ils sont très dévoués par rapport au modèle multipartite.

IGOR IVANOVSKI : Il y en a qui sont partis à Sao Paulo.

Je dois dire que je me suis senti très honoré de faire partie de ce panel de la gouvernance de l'internet, de ce travail a été bien fait. C'est un bon espace pour aller de l'avant, toutes les parties prenantes qui ont délibéré, il y a eu SMSI Net Mondial, le panel de haut niveau, et maintenant nous avons la réunion des Nations Unies mais je crois que nous avons besoin de davantage d'actions. Je suis d'accord avec Monsieur le représentant de l'Iran qui a dit que nous avons dit tout ce qu'il fallait dire, que nous avons les mots mais qu'il faut maintenant que nous prenions des mesures concrètes, que nous disions aux gens que ce qu'ils entendent dire ne sont pas que des paroles, sur les multiples parties prenantes, qu'il faut que nous rendions tout cela réel.

Il est important que d'ici un an par exemple, certaines institutions passent de la parole à l'acte. Il se peut que nous ayons un plus d'action pour répondre aux besoins des parties prenantes partout dans le monde.

Je crois que l'internet se développe rapidement, il y a de nouveaux mécanismes qui apparaissent et les gens vont voir que l'internet continue d'être un espace d'innovation où tout se trouve sur un pied d'égalité, quelle que soit l'institution représentée. Le gouvernement doit rendre des comptes devant ses citoyens mais il y a beaucoup de gouvernements qui font partie du Conseil avec les multiples parties prenantes et il faut que nous disions que ce qui se passait au Net Mondial, dans le panel de haut niveau, et ce qui arrive maintenant dans la 50^{ème} réunion de Londres peut être un modèle pour le reste du monde.

ED VAIZEY : Une contribution de membres du panel était celle-ci. Il faut que les paroles deviennent une réalité. Et comme personne ne veut continuer à parler apparemment, nous allons finir notre séance, ce sera le moment approprié pour vous remercier de votre collaboration je ne sais pas si Fadi veut reprendre la parole et répondre à certains points qui ont été présentés lors du panel de Net Mondial de la 50^{ème} réunion de l'ICANN. Dites-moi ce que vous aimez de Londres.

FADI CHEHADE : J'habite en Californie et ce que j'adore de Londres c'est que c'est près de l'Italie, parce que j'adore l'Italie.

ED VAIZEY : Je pourrais alors clore la séance ici Fadi.

FADI CHEHADE : Merci beaucoup Monsieur le Ministre. Cette journée a été merveilleuse pour moi et pour l'ICANN. Avec Andile qui est ici à ma droite et quand il dit qu'on a assisté à une réunion du GAC où il n'y avait que 12 personnes, je crois que la Présidente du GAC nous a dit que dans cette réunion ici, cette réunion qui se déroule aujourd'hui nous avons au moins une centaine de pays représentés. C'est un chiffre record, mis à par la réunion d'aujourd'hui. C'est quelque chose de très bon, le Boston Consulting Group prédit que l'année prochaine, l'économie basée sur l'internet en soi représentera par elle-même 4,2 millions de milliards de dollars. Cela nous montre le volume qui est merveilleux. La mauvaise nouvelle c'est que cela se déroule pratiquement dans les pays du G20. L'internet est un facteur de croissance économique, c'est un outil

fondamental pour la cohésion sociale. Nous avons vu ce qu'on pouvait faire avec internet mais cela représente un défi à relever mais comment ?

Récemment je parlais avec un Ministre qui est dans la salle et il m'a dit que dans son pays tous les mois il y a des centaines d'ordres des tribunaux émis pour fermer les sites web et ces verdicts arrivent au bureau du Ministre des Télécommunications et bien sûr 99% de ces sites web, ne sont pas basés sur son pays. Alors qu'est-ce qu'il peut faire ? C'est très compliqué. La nature transnationale d'internet présuppose un défi à nos lois, à nos modèles juridictionnels et cela fait que nous devons réagir. La raison pour laquelle vous êtes ici, c'est pour cela que l'ordre du jour de beaucoup de leaders mondiaux doit être basé sur la question de la gouvernance d'internet, c'est parce qu'internet est le cyber espace où nous évoluons tous, ce n'est pas seulement un jouet pour les enfants.

Le cyber espace est fondamental. Le gouvernement, la santé, tout ce que vous voudrez, tout est sur le cyber espace. C'est pour cela que nous sommes tous intéressés à voir comment nous pouvons mener la gouvernance entre tous. C'est un thème fondamental, qui ne se limite pas, qui ne se rétrécit pas bien au contraire.

Lorsque nous sommes allées à Dubaï pour la réunion de l'OIT, pour le CMTI, nous avons tous été d'accord pour dire que nous sommes partis de Dubaï avec des divisions ; il y avait un groupe qui insistait sur une certaine voie et un autre groupe qui insistait sur un autre point, et un grand groupe au milieu qui n'adoptait aucune des positions. A vrai dire, dans la CMTI, cela nous a divisés. Et nous continuons à porter ces

étiquettes. Nous sortons avec l'étiquette de multi parties prenantes, multi sectoriel, comme si c'était des termes religieux.

Moi j'ai grandi à Beyrouth, où il y avait 18 religions différentes qui ont divisé le pays. Nous ne pouvons pas continuer à avoir de plus en plus d'étiquettes dans la gouvernance d'internet, nous avons besoin d'un terrain pragmatique où nous puissions tous travailler ensemble en collaboration. C'est ce terrain qui a fait de Net Mondial un événement extraordinaire. Tous les orateurs ont parlé aujourd'hui de la magie de Net Mondial, comme si c'était quelque chose de surnaturel. Ce n'était pas le cas, nous nous sommes réunis, nous avons travaillé en collaboration et nous avons établi certains principes dont la plupart d'entre nous parlons depuis des années. Il n'y a rien de nouveau mais nous l'avons organisé de manière différente, c'est une innovation, comme l'a dit Virgilio Almeida, l'innovation a été un facteur clé.

Nous devons donc reconnaître et remercier la Présidente Dilma Rousseff, du courage qu'elle a eu pour prendre cette initiative, quand on lui a dit, quand elle a demandé si on pouvait faire quelque chose, on a dit bon, réunissez-nous, organisez une réunion de nous tous pour que nous puissions nous mettre d'accord. Ce qui est arrivé lors de Net Mondial a été un grand pas en avant. A l'heure actuelle nous écoutons le Ministre qui informe le Président de la Chine sur toutes les questions liées au monde numérique et au cyber espace, se présenter dans la réunion de l'ICANN, et faire des déclarations qui n'ont jamais été faites auparavant en Chine. Ces expressions ont été le fait de cette réunion. Comme le Ministre chinois l'a dit ce matin il faut trouver un terrain d'entente commun. Nous pouvons être en désaccord sur beaucoup de chose mais

il faut que nous trouvions des points communs, et essayons d'avancer sur ces points communs.

Et tous les aspects que nous avons mentionnés comme l'approche multipartite, il n'a peut-être pas mentionné cela, et nous sommes inquiets de cela, il dit que les entreprises doivent participer, il a fait venir des leaders des entreprises. Il a dit la société civile, la communauté technique doivent intervenir et participer.

Voilà l'esprit dont il faut se doter pour travailler pour le bien commun. Je pense que la gouvernance pragmatique de cette énorme ressource doit être soutenue parce que l'internet n'est pas le football, c'est un jouet extraordinaire et c'est une ressource fantastique.

Vous me connaissez, vous savez que je parle beaucoup mais j'aime que les choses soient faites. Je pense que vous tous aujourd'hui, vous avez exprimé votre frustration d'avoir entendu autant de paroles autour de vous.

Net Mondial a développé certains principes et je crois que nous avons tous adopté ces principes. Le panel les a adoptés, beaucoup d'entre vous les ont adoptés, y compris la Chine. Sur cette base, et sur le modèle développé par ce panel et dont il a été fait mention aujourd'hui vous avez maintenant ce que j'appelle en ingénierie, les principes de conception et les spécifications. Nous devons maintenant développer ces solutions. Comment allons-nous passer à l'action ?

Moi j'ai visité le Brésil encore une fois, j'ai présenté à Madame la Présidente Dilma Rousseff une proposition sur la base de ce qui avait été fait pendant Net Mondial. Ce travail ne s'arrêterait pas là il fallait

continuer à aller de l'avant et il faut mettre ensemble les principes de Net Mondial ainsi que les modèles issus du panel et mettre en œuvre tout cela et je suis heureux de partager la réponse de Madame Rousseff qui a été vraiment positive. Nous avons parlé avec d'autres institutions, la WEF, les groupes de la société civile et dans les semaines à venir nous allons nous réunir pour former l'alliance Net Mondial.

L'alliance Net Mondial de gouvernements, du secteur privé, du secteur civil, des organisations techniques, des institutions qui croient aux principes de Net Mondial, qui commenceront à mettre en œuvre le modèle de la gouvernance de l'internet distribué et collaboratif, sans étiquette, de façon pratique avec des objectifs réalistes. Nous allons former ce groupes et nous allons avancer, nous allons aller de l'avant aussi vite que nous pourrons. Nous aurons besoin d'actions concrètes.

Voilà donc face à la question de la gouvernance d'internet. Pour toutes ces questions auxquelles nous n'avons pas encore trouvé de solution commune entre toutes les parties communes. Moi je peux avoir un modèle, évidemment. L'ICANN a un modèle sur lequel nous sommes tous d'accord pour évoluer avec des chiffres et des noms et des paramètres techniques. Nous avons besoin d'une alliance qui se réunisse et qui facilite le traitement de ces thèmes plus vastes, et c'est ce qui va se passer dans les semaines à venir.

Quant à l'ICANN, je voudrais vous dire deux choses. J'ai écouté très attentivement les excellentes interventions d'aujourd'hui. Je vous dis sincèrement que je suis extrêmement reconnaissant à l'engagement que vous avez exprimé pour le modèle de l'ICANN. Nous avons beaucoup de travail à faire, et nous allons le faire. Si l'ICANN, si l'organisation

responsable des numéros des noms et des paramètres ne travaille pas de la manière la plus représentative pour un modèle multipartite, nous allons porter préjudice à tout l'écosystème de la gouvernance. Notre succès c'est le succès de tout l'écosystème, et le succès de tout l'écosystème de la gouvernance de l'internet, aider l'ICANN à rester là où elle est, non pas pour qu'elle grandisse mais pour qu'elle soit centrée sur ce qu'elle doit bien faire. Je me suis engagé, ainsi que le Conseil d'Administration, de faire une feuille de route sur la responsabilité. Beaucoup de commentaires que j'ai fait aujourd'hui, je vais les mettre en œuvre. Vous avez ma promesse, je peux vous assurer que nous allons mettre tout le monde et les publics au sein du travail de l'ICANN, non pas les intérêts mais les personnes.

Nous devons faire cela, parce qu'autrement l'ICANN échouera. Merci.

ED VAIZEY :

Merci beaucoup Fadi, cela a été vraiment extraordinaire. Je crois que je travaille avec Fadi depuis qu'il a assumé ses fonctions au sein de l'ICANN, nous sommes devenus de bons amis, il parle beaucoup parce qu'il a beaucoup de choses à dire, il voyage beaucoup aussi, et je sais qu'il se lie d'amitié avec beaucoup de personnes ici présentes. Il apporte tout son talent au Conseil d'Administration de l'ICANN.

Nous tous, qui venons de différentes formations et différentes cultures, nous lui faisons confiance parce que nous savons qu'il peut bien faire les choses. L'ICANN en est à une étape importante de son développement et je pense qu'à l'avenir elle va dépendre fortement de la confiance des gouvernements, de la société civile, des entreprises ainsi que de Fadi. Ainsi que de la confiance de Fadi, de l'ICANN et de la critique. Il y a eu

des, la transparence, la responsabilité, tous ces principes qu'il faut respecter et qui nous permettent d'aller de l'avant. Nous ne pouvons pas chercher de solution tout simplement parce qu'il faut en chercher une. La quantité de travail qui a été faite pour avancer depuis la conférence de Net Mondial pour travailler avec le panel de haut niveau, qui a eu lieu à Londres, et les conférences à venir, pendant le reste de l'année, j'espère qu'elles produiront de bons résultats.

Je remercie ceux qui sont ici présents et qui ont participé à la réunion. Je remercie ceux qui vont participer aux réunions du GAC dans les journées à venir. Nous avons vu ce que nous devons faire, nous devons travailler avec la communauté de l'ICANN pour renforcer le GAC et nous assurer qu'il puisse remplir son mandat de diffuser le rôle de l'ICANN dans le domaine mondial.

Je veux remercier mon collègue Mark Carvell qui a été silencieux mais ferme à mes côtés, membre du GAC, il a fait tout le travail, il a écrit ces merveilleux discours que j'ai présentés ce matin.

Je veux remercier Sue Owen qui s'occupe officiellement de mon département et aussi Sarah Taylor et toute son équipe, les fonctionnaires qui ont fait que tout cela soit possible même si vous ne pouvez pas les voir ici, ils méritent vos applaudissements et bien sûr je voudrais remercier les interprètes qui ont dû supporter mon sens de l'humour et essayer de transmettre non seulement les paroles, non seulement dans une langue mais dans plusieurs langues et ce ton que j'ai adopté en particulier, merci beaucoup aux interprètes.

Ce qui est bon c'est que maintenant, vous pouvez sortir d'ici, vous pouvez aller célébrer, nous avons préparé une fête pour vous dans le

restaurant Grand Union, vous serez guidés jusque là et vous pourrez enfin vous amuser et passer un bon moment en bonne compagnie. Merci beaucoup.

NIGEL HICKSON :

Merci beaucoup Monsieur le Ministre Vaizey, la réception où vous êtes tous les bienvenus, les représentants ainsi que les représentants de haut niveau, cela se passe au restaurant Grand Union à 5 heures et demie, on n'a pas encore servi la bière, attendez un tout petit peu parce que cela va commencer à 5 heures et demie. Le restaurant se trouve en face de l'hôtel. Allez au rez de chaussée, sortez à gauche. Vous traversez la rue en allant à gauche.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]